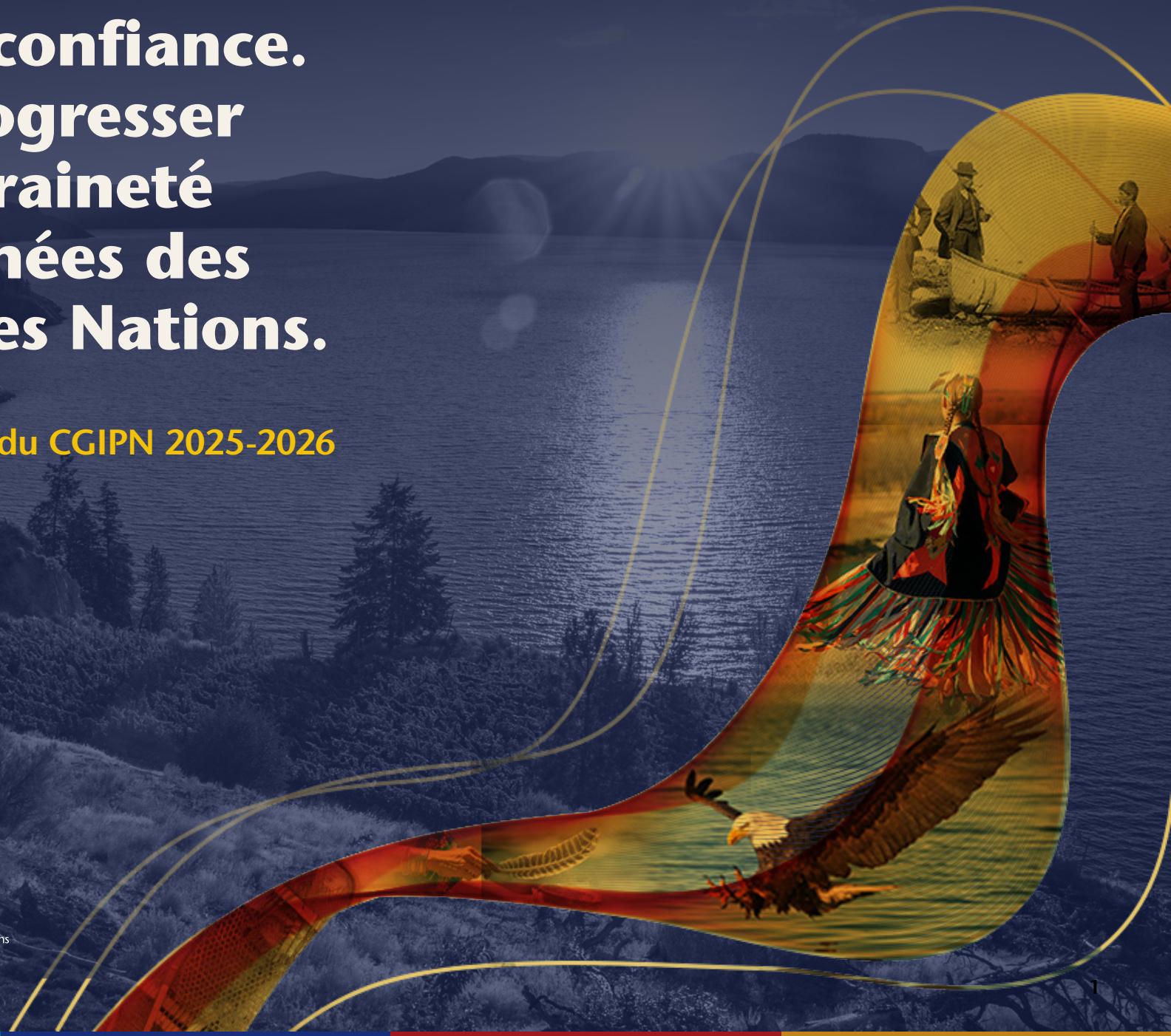
Bâtir la confiance. Faire progresser la souveraineté des données des Premières Nations.

Rapport annuel du CGIPN 2025-2026



FNIGC | CGIPN

First Nations Information Governance Centre
Le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 3

Bâtir la confiance. Faire progresser la souveraineté des données des Premières Nations. 4

Ce que la confiance a rendu possible cette année 6

2025-2026 en chiffres 7

Notre impact 9

RAPPORTS DES DIRECTIONS 12

Bureau de la direction générale 13

Ressources humaines 16

Collectif de recherche sur la souveraineté des données 19

Éducation et formation 21

Équipe nationale de champions ` des données 24

Recherche et information 26

Finances et services généraux 30

Communications 32

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET PERSONNEL 35

Conseil d'administration, membres et personnel 36

ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS 38

CONCLUSION 53

Merci 53

INTRODUCTION

Cette section, qui regroupe des messages de la haute direction, situe l'année dans son contexte et montre comment la confiance accordée par les communautés des Premières Nations, les partenaires et les bailleurs de fonds s'est traduite par des progrès concrets dans l'avancement de la souveraineté des données des Premières Nations. Elle présente un aperçu des principales activités et retombées de l'année avant les rapports détaillés des unités qui suivent.



Bâtir la confiance. Faire progresser la souveraineté des données des Premières Nations.

En réfléchissant à l'exercice 2025–2026, je constate à quel point le travail du CGIPN compte pour nos partenaires des Premières Nations, nos collaborateurs et les membres des communautés. Si je devais choisir un fil conducteur pour l'année, un thème qui traverse tout ce que fait le CGIPN, ce serait la confiance. Je me rappelle que la confiance ne se gagne pas une fois pour toutes : il faut la préserver, la nourrir et même la rebâtir chaque jour, par les relations, le respect et la reddition de comptes.

En réfléchissant à l'exercice 2025–2026, je constate à quel point le travail du CGIPN compte pour nos partenaires des Premières Nations, nos collaborateurs et les membres des communautés. Si je devais choisir un fil conducteur pour l'année, un thème qui traverse tout ce que fait le CGIPN, ce serait la confiance. Je me rappelle que la confiance ne se gagne pas une fois pour toutes : il faut la préserver, la nourrir et même la rebâtir chaque jour, par les relations, le respect et la reddition de comptes.

La mise en œuvre continue de la Stratégie de gouvernance des données des Premières Nations (SGDPN), initialement financée dans le cadre du budget fédéral de 2021, en est un exemple. S'appuyant sur les réussites enregistrées dans l'ensemble du réseau, le CGIPN a obtenu 19,9 millions de dollars dans le budget de 2025 afin de poursuivre ce travail important, signe de la confiance qu'il inspire. Cette confiance a été renforcée auprès de notre bailleur de fonds et de nos partenaires par la résolution no 47-2025 de l'APN, qui affirme officiellement que la souveraineté des données des Premières Nations est un droit inhérent et demande un financement durable pour la mise en œuvre intégrale de la SGDPN, en accordant la priorité à l'établissement d'un réseau national de centres régionaux de gouvernance de l'information pleinement fonctionnels, ainsi qu'à un Centre national pleinement fonctionnel chargé de coordonner le réseau à l'échelle nationale.

19,9 MILLIONS DE DOLLARS

Financement obtenu dans le budget fédéral de 2025 pour poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie de gouvernance des données des Premières Nations.



Leona Star
Présidente, Conseil d'administration du CGIPN

En créant et en renforçant des relations, nos équipes ont porté les priorités des Premières Nations à d'importantes tables décisionnelles en matière de politiques nationales de santé. Par exemple, le CGIPN a contribué à faire en sorte que du contenu sur la souveraineté des données autochtones, y compris les principes de PCAP® des Premières Nations, soit intégré à l'ébauche de la nouvelle entente d'échange de renseignements en matière de santé publique (EERSP), élaborée par le Comité directeur sur les données de santé publique.

Le CGIPN a également contribué à façonner une stratégie nationale sur les données relatives à l'effectif de la santé pour Effectif de la santé Canada, tandis que notre Collectif de recherche sur la souveraineté des données a achevé un rapport phare sur la gestion des données de recherche, financé par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH).

Nos partenaires de l'ensemble du réseau ont vu le CGIPN respecter ses engagements année après année et ont choisi, encore et encore, de travailler à nos côtés. Cette confiance se renouvelle chaque fois que nous agissons avec soin et responsabilité.

C'est cette confiance qui porte ce travail vers sa prochaine étape.

Au nom du conseil d'administration, j'adresse ma plus profonde gratitude au personnel du CGIPN et à nos partenaires régionaux. Votre dévouement, relation après relation, permettra à nos enfants et à leurs enfants d'affirmer leur souveraineté sur leurs propres données, leurs propres récits et leur propre avenir pour les générations à venir.

Leona Star
Présidente, Conseil d'administration du CGIPN

> ***La confiance ne se gagne pas une fois pour toutes : il faut la préserver, la nourrir et même la rebâtir chaque jour, par les relations, le respect et la reddition de comptes.***



Ce que la confiance a rendu possible cette année

Tout ce que notre équipe a accompli au cours du dernier exercice existe parce qu'une personne nous a accordé sa confiance : un partenaire, un apprenant, une personne ayant participé à une enquête sur la santé et accepté de partager son histoire.

La confiance des Premières Nations envers le CGIPN nous a permis de réaliser d'importants progrès relativement à l'investissement initial de 51 millions de dollars consacré à la mise en œuvre de la Stratégie de gouvernance des données des Premières Nations dans le budget fédéral de 2021. Je suis extrêmement reconnaissant envers les 10 régions distinctes, chacune ayant ses propres priorités, capacités et structures de gouvernance, qui ont fait preuve du leadership et de l'engagement nécessaires pour faire avancer les objectifs ambitieux que nous avions établis ensemble.

> **9,800+**
>
> ***Attestations de réussite délivrées pour le cours Fondamentaux des principes de PCAP®***

Et parce que les communautés nous font confiance comme gardiens des principes de PCAP®, notre Direction de l'éducation et de la formation a franchi une étape importante : plus de 9 800 attestations de réussite ont été délivrées pour le cours Fondamentaux des principes de PCAP® depuis le lancement de la nouvelle version du cours en juillet 2023. Chacune de ces attestations représente une personne – une infirmière, un analyste des politiques, un Chef, une étudiante – qui s'est tournée vers le CGIPN pour apprendre à protéger les données de sa communauté et qui, après avoir terminé le cours avec succès, en est ressortie mieux outillée pour le faire. Fort de ce succès, notre équipe élabore actuellement un nouveau modèle de connaissances sur les principes de PCAP®, qui précisera les connaissances et les compétences dont les Premières Nations ont besoin pour affirmer et exercer ces principes dans la pratique, et non seulement les comprendre en théorie.

Les communautés des Premières Nations font confiance au CGIPN pour assurer l'intendance de leurs renseignements les plus sensibles – ceux qui concernent la santé de leurs membres – et, cette année, notre Direction de la recherche et de l'information a pu achever la phase 4 de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations, la première et la plus vaste enquête sur la santé des Premières Nations au Canada. Le parcours n'a pas été sans obstacles. Les effets persistants de la pandémie de COVID-19 et la perte imprévue de l'accès au Registre des Indiens aux fins de l'échantillonnage ont créé des difficultés qui auraient facilement pu interrompre ces travaux indéfiniment. Le fait que l'équipe de la Recherche et de l'information et les partenaires de l'ensemble du réseau aient trouvé des moyens créatifs de s'adapter et de mener les travaux à terme constitue l'un des faits saillants de notre année et témoigne de l'engagement de notre équipe envers la souveraineté des données.

Rien de tout cela ne serait possible sans les personnes qui se consacrent à ce travail jour après jour, souvent sans reconnaissance, parce qu'elles comprennent ce qui est en jeu. À chaque membre du personnel, dans toutes les directions : ce que vous avez bâti cette année n'a été possible que parce que quelqu'un vous a fait confiance pour bien le faire. Merci d'avoir honoré cette confiance.

Jonathan Dewar
Directeur général, CGIPN

Le leadership du CGIPN en matière de souveraineté des données

Le CGIPN continue d'être reconnu comme une voix crédible et essentielle dans les discussions qui façonnent la gouvernance, la protection et l'utilisation des données autochtones dans l'ensemble du système de santé.

CONTRIBUTION À L'ENTENTE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE SUR L'ÉCHANGE DE DONNÉES

Dans le cadre de ses travaux avec des partenaires par l'entremise de l'initiative de la Table d'échange des données sur la santé, l'Équipe nationale de champions des données a proposé de fournir à l'Agence de la santé publique du Canada des commentaires détaillés et des recommandations sur le renouvellement de l'Entente multilatérale sur l'échange de renseignements (EMER), qui ont été transmis à l'été 2025.

Ces travaux ont contribué à l'intégration de contenu sur la souveraineté des données autochtones dans l'ébauche de la nouvelle entente d'échange de renseignements en matière de santé publique, élaborée par le Comité sur l'échange des données de santé publique, dont le directeur général du CGIPN est membre sans droit de vote.

À la date de publication du rapport annuel, l'entente d'échange de renseignements en matière de santé publique était toujours à l'étude par le Conseil du Réseau pancanadien de santé publique, qui rend compte à la Conférence des sous-ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de la Santé, elle-même responsable devant les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de la Santé.

Fait important, pour la première fois, la souveraineté des données des Premières Nations et les principes de PCAP® devraient être intégrés à l'entente multilatérale, ce qui représente une réalisation importante pour les Premières Nations et leurs défenseurs.

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES DONNÉES RELATIVES À L'EFFECTIF DE LA SANTÉ

En réponse à l'appel de commentaires d'Effectif de la santé Canada, le CGIPN a contribué à faire en sorte que les priorités et les aspirations des Premières Nations relativement à leurs données de santé soient intégrées dès le départ à la planification nationale de l'effectif. Il s'agit d'une étape clé pour intégrer les considérations liées à la souveraineté des données des Premières Nations à la conception du système fédéral de santé, et cela témoigne de la confiance que les organismes fédéraux accordent au CGIPN pour orienter la mise en pratique des principes de souveraineté des données dans les systèmes courants.

2025-2026 en chiffres

9 800

Attestations de réussite — Fondamentaux des principes de PCAP®

01

Nouvel objectif stratégique fondamental

05

Nouvelles orientations stratégiques — Plan stratégique 2026

19,9 M$

Obtenus dans le budget fédéral de 2025 pour la mise en œuvre de la SGDPN

Réunions de gouvernance	13
Membres de l'organisation	14
Organisations membres régionales	13

55

Participants au Rassemblement national des enquêtes à Vancouver (C.-B.)

4 Bénéficiaires des bourses nationales pour étudiants

12 000 $ valeur totale attribuée aux récipiendaires de bourses

685 000

Pages vues sur le site Web

01

Nouvelle Direction des communications

Notre impact

Au cours de l'exercice 2025-2026, le CGIPN a renforcé et fait progresser la souveraineté des données des Premières Nations sur plusieurs fronts. Voici huit façons dont ces progrès se sont concrétisés cette année, chacune découlant de la confiance que les Premières Nations, les partenaires et les gouvernements continuent d'accorder à ce travail.



PLANIFICATION STRATÉGIQUE

En octobre 2025, le conseil d'administration a tenu une séance de planification stratégique, au cours de laquelle il a élargi les objectifs stratégiques fondamentaux de l'organisation et établi cinq nouvelles orientations stratégiques.

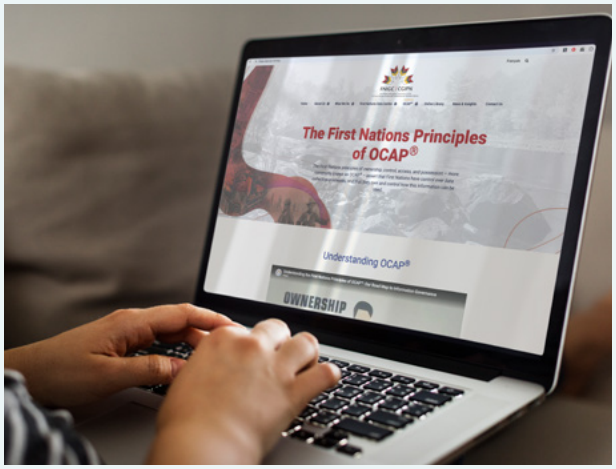


OFFICIALISER LA PROPRIÉTÉ DES DONNÉES

Le CGIPN a négocié une nouvelle entente avec Patrimoine canadien qui reconnaît officiellement la propriété, par les organisations participantes, de leurs propres données de recherche ainsi que leur accès à celles-ci — établissant ainsi un précédent quant à la façon dont la propriété des données des Premières Nations pourrait être protégée dans de futurs travaux financés par le gouvernement fédéral.

> *Une entente d'intendance des données faisant jurisprudence a été conclue avec un bailleur de fonds fédéral*

Voir la page 19



PROTÉGER L'ACCÈS DES APPRENANTS

Lorsque le Collège Algonquin a annoncé la fermeture de son Centre de formation en entreprise, le CGIPN a pris en charge directement l'administration du système de gestion de l'apprentissage du cours Fondamentaux des principes de PCAP® . Ainsi, aucun apprenant n'a perdu l'accès à sa formation.

> *Tous les apprenants ont conservé leur accès pendant la transition vers le SGA administré par le CGIPN*

Voir la page 21



RENFORCER LA SOUVERAINETÉ DES DONNÉES DES PREMIÈRES NATIONS

Des progrès importants ont été réalisés au cours de la phase 1 de la mise en œuvre de la Stratégie de gouvernance des données des Premières Nations, ce qui a fait progresser l'établissement d'un réseau national de centres régionaux de gouvernance de l'information pleinement fonctionnels.

> *Une communauté des Premières Nations sur cinq au Canada a participé activement à l'établissement des priorités futures de la Stratégie*

Voir la page 23



RENDRE LA RECHERCHE CULTURELLEMENT PERTINENTE

En collaboration avec des artistes autochtones, l'agente responsable de l'application des connaissances du CGIPN a transformé des données complexes issues de la recherche et des enquêtes en produits accessibles et visuellement attrayants, conçus expressément pour les communautés des Premières Nations.

> *De nouveaux produits d'application des connaissances ont été élaborés conjointement avec des artistes autochtones*

Voir la page 32



ACCROÎTRE L'INFLUENCE À L'ÉCHELLE NATIONALE

L'expertise du CGIPN façonne maintenant directement la façon dont les organismes fédéraux et nationaux traitent les données sur la santé des Premières Nations.

> *La souveraineté des données des Premières Nations et les principes de PCAP® devraient figurer pour la première fois dans une entente multilatérale sur la santé publique*

Voir la page 4



RENFORCER LES CAPACITÉS COMMUNAUTAIRES

Le CGIPN a achevé le travail sur le terrain de la phase 4 de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations, faisant ainsi un pas de plus vers la mise à disposition des communautés des Premières Nations des données dont elles ont besoin pour défendre leurs propres priorités en matière de santé.

> *La plus vaste enquête sur la santé des Premières Nations au Canada a été menée à terme malgré les contretemps liés à la pandémie*

Voir la page 26



RENFORCER LE LEADERSHIP MONDIAL

Le CGIPN a participé à la Global Indigenous Data Sovereignty Conference 2025 (GIDSov25) à Canberra, en Australie, consolidant ainsi notre travail comme modèle pour le mouvement international.

> *Dix membres du personnel et partenaires de l'ensemble du réseau du CGIPN ont participé à GIDSov25 à Canberra, en Australie, et le directeur général du CGIPN a prononcé l'allocution de clôture.*

Voir la page 8

RAPPORTS DES DIRECTIONS

Cette section présente, unité par unité, la façon dont les membres de l'équipe et les partenaires ont été mobilisés dans les domaines de la gouvernance, des ressources humaines, de la recherche, de l'éducation, des activités d'enquête, de l'infrastructure organisationnelle et des communications. Chaque rapport met en parallèle les réalisations et leur importance, établissant ainsi un lien clair entre le financement et les retombées.



RAPPORTS DES DIRECTIONS

Bureau de la direction générale

Le Bureau de la direction générale appuie les activités de gouvernance du CGIPN – notamment les relations avec les organisations membres et le conseil d'administration – ainsi que le travail du directeur général.

POURQUOI C'EST IMPORTANT

Une bonne gouvernance constitue le fondement de la souveraineté des données des Premières Nations. Chaque relation que le CGIPN établit avec un partenaire repose sur un principe de reddition de comptes, ainsi que sur un conseil d'administration et des organisations membres qui, par l'intermédiaire de notre structure de gouvernance, rendent des comptes aux Nations et aux communautés de la région qui les ont nommés.

NOS RÉALISATIONS

- Treize réunions de gouvernance – huit réunions de comités, quatre réunions du conseil d'administration et notre assemblée générale annuelle – ont permis de maintenir l'orientation stratégique et la surveillance fermement entre les mains des administrateurs bénévoles nommés par les régions.
- Lors de sa séance de planification stratégique d'octobre 2025, le conseil d'administration a précisé l'orientation à long terme du CGIPN en ajoutant un nouvel objectif stratégique fondamental et cinq nouvelles orientations stratégiques au Plan stratégique.
- Les décisions en matière de gouvernance ont continué d'être guidées par la représentation régionale ainsi que par les valeurs et les principes des Premières Nations, ce qui permet au travail du CGIPN de demeurer ancré dans le leadership des Premières Nations.

GOUVERNANCE

Le conseil d'administration du CGIPN est composé de représentants des 10 régions et de l'Assemblée des Premières Nations. Il se réunit régulièrement tout au long de l'année et assure la surveillance et l'orientation de questions comme les finances, les politiques, l'orientation stratégique et les exigences organisationnelles.

MEMBRES DE L'ORGANISATION

Le Règlement administratif no 1 du CGIPN prévoit deux catégories de membres de l'organisation : (1) les organisations régionales, et (2) l'Assemblée des Premières Nations (sans droit de vote).

Toute organisation régionale peut présenter une demande d'adhésion et devenir membre, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration. Les membres de chaque région peuvent nommer un délégué régional, conformément aux processus régionaux, pour voter au nom de la région lors des réunions des membres.

NOS 13 MEMBRES RÉGIONAUX :

Alberta First Nations Information Governance Centre (Alberta)

Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (Québec/Labrador)

BC Assembly of First Nations (Colombie-Britannique)

Chiefs of Ontario (Ontario)

Council of Yukon First Nations (Yukon)

Nation dénée (Territoires du Nord-Ouest)

Federation of Sovereign Indigenous Nations (Saskatchewan)

First Nations Education Initiative Incorporated (Nouveau-Brunswick/ Île-du-Prince-Édouard)

First Nations Health Council (Colombie-Britannique)

First Nations Health and Social Secretariat of Manitoba (Manitoba)

Sommet des Premières Nations (Colombie-Britannique)

Union of BC Indian Chiefs (Colombie-Britannique)

Union of Nova Scotia Mi'kmaq (Nouvelle-Écosse/ Terre-Neuve)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Règlement administratif no 1 du CGIPN prévoit la nomination d'un administrateur pour chaque région, conformément aux processus régionaux, ainsi que d'un maximum de deux administrateurs sans droit de vote nommés par l'Assemblée des Premières Nations.

RÉUNIONS DES COMITÉS ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

13 réunions de gouvernance au cours de l'exercice :

- *8 réunions de comités*
- *4 réunions du conseil d'administration*
- *1 assemblée générale annuelle*

En septembre 2025, l'assemblée générale annuelle devait avoir lieu à Winnipeg, mais en raison des feux de forêt, elle a été déplacée en ligne afin de respecter les souhaits des Premières Nations du Manitoba. Le conseil d'administration a nommé les membres de son comité exécutif le même mois en reconduisant tous les membres en poste : Leona Star à la présidence, Gwen Phillips au poste de secrétaire et Martin Paul au poste de trésorier. Quatre régions ont nommé ou reconduit des membres au conseil d'administration cette année :

le Manitoba, la Colombie-Britannique, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon. En décembre 2025, le conseil d'administration a choisi la Première Nation Abegweit comme lieu de l'assemblée générale annuelle de 2026–2027. Il s'agira de la première réunion de gouvernance du CGIPN tenue à l'Île-du-Prince-Édouard.

SÉANCE DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En octobre 2025, le conseil d'administration a tenu une séance de planification stratégique en personne sur le territoire de la Nation Squamish, en Colombie-Britannique. Au cours de cette séance, il a élargi les objectifs stratégiques de l'organisation et établi cinq orientations stratégiques. Le thème de la séance, *From Patchwork Quilt to Star Blanket*, illustre l'évolution continue de l'organisation : de son orientation initiale – poursuivre le travail fondamental et de longue date lié aux enquêtes nationales et à l'intendance des principes de PCAP®, tout en élargissant ses orientations, ses possibilités et les défis auxquels elle s'attaque, toujours avec soin et expertise – vers une nouvelle approche guidée par une raison d'être clairement définie.

SUJETS ABORDÉS LORS DES RÉUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Outre les questions opérationnelles comme les états financiers, les mises à jour sur les programmes et les rapports des comités, les réunions du conseil d'administration ont porté cette année sur la souveraineté des données des Premières Nations, les initiatives et priorités régionales, les principes des Premières Nations ainsi que la culture dans le travail et la gouvernance du CGIPN, la mobilisation des membres, la planification stratégique et le programme de mesure du rendement du CGIPN.

RÉUNIONS DANS LES RÉSERVES ET PARTICIPATION DES AÎNÉS

Toutes les réunions en personne du conseil d'administration ainsi que l'assemblée générale annuelle se tiennent dans des réserves, tandis que les comités du conseil se réunissent en ligne, au besoin. En 2023, le conseil d'administration a demandé que les lieux des réunions en personne soient choisis à tour de rôle parmi les 10 régions du CGIPN. Un Aîné ou un gardien du savoir est présent lors de toutes les réunions d'une journée complète du conseil d'administration ainsi qu'à l'assemblée générale annuelle afin d'offrir des conseils qui appuient les travaux du conseil.

LES RETOMBÉES

Par son travail, le CGIPN aide les Premières Nations à mettre les principes en pratique.



Ressources humaines

Par l'intermédiaire de ses programmes destinés aux employés, de l'élaboration de politiques et de la planification organisationnelle, la Direction des ressources humaines du CGIPN soutient la ressource la plus précieuse de l'organisation – son personnel – en favorisant un milieu de travail fondé sur le respect, la responsabilité, l'intégrité et le professionnalisme.



POURQUOI C'EST IMPORTANT

La mission du CGIPN en matière de souveraineté des données repose sur un effectif qui se sent soutenu et respecté. En somme, la confiance à l'intérieur de l'organisation rend possible la confiance à l'extérieur de celle-ci. Lorsque les membres du personnel savent que leur contribution est valorisée et que leur bien-être compte véritablement, ils apportent cette même stabilité et cette même attention aux communautés des Premières Nations que dessert le réseau du CGIPN.

NOS RÉALISATIONS

- Un nouveau Programme de gestion du rendement a été entièrement mis en œuvre dans l'ensemble.
- Les politiques et procédures à l'intention des employés ont été mises à jour afin d'en améliorer la clarté et l'uniformité.
- La planification d'un nouveau système de gestion des ressources humaines a commencé afin de soutenir la croissance de l'organisation.
- Les activités de perfectionnement professionnel et les programmes favorisant le bien-être des employés ont continué de renforcer les capacités et les liens.
- Le Programme d'emplois d'été pour étudiants a continué d'offrir des possibilités d'emploi rémunéré et enrichissantes aux étudiants des Premières Nations.

PROGRAMME DE GESTION DU RENDEMENT

En mai 2025, le CGIPN a lancé son nouveau Programme de gestion du rendement (PGR), concluant ainsi le cycle annuel d'évaluation du rendement 2024–2025. Le programme actualisé favorise des conversations uniformes et constructives entre les employés et les gestionnaires et appuie la responsabilisation et le perfectionnement professionnel.

En septembre 2025, le groupe de travail interne sur le PGR s'est réuni de nouveau afin de formuler des recommandations visant l'amélioration continue du programme.

PROCESSUS DE GESTION DU RENDEMENT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Les Ressources humaines ont appuyé le comité exécutif du CGIPN en assurant la gestion des services d'un consultant indépendant en ressources humaines, qui a contribué à l'élaboration d'un nouveau processus de gestion du rendement du directeur général conforme aux politiques du CGIPN et favorisant une approche juste, transparente et uniforme.

POLITIQUES ET PROCÉDURES À L'INTENTION DES EMPLOYÉS

Le Comité d'examen des politiques des RH a étudié les commentaires du personnel concernant le *Manuel des politiques et procédures à l'intention des employés*. Les RH ont ensuite mis à jour les hyperliens, révisé les formulaires liés aux politiques et amélioré plusieurs procédures. Le manuel actualisé, qui est entré en vigueur le 1er avril 2026, fournit aux employés des processus plus clairs sur lesquels s'appuyer.

SYSTÈME DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Le CGIPN a créé un comité interne sur le système de gestion des ressources humaines (SGRH) chargé de fournir des conseils pour la sélection d'un nouveau système de gestion de la paie et des congés. À mesure que l'organisation prend de l'expansion, la modernisation de ces systèmes permettra d'améliorer la prestation des services et de mieux soutenir les politiques à l'intention des employés. La mise en œuvre du nouveau SGRH est prévue au cours de l'exercice 2026–2027.

PROGRAMME D'INTÉGRATION

Les RH ont collaboré avec les gestionnaires de l'ensemble de l'organisation afin d'élaborer un programme d'intégration complet destiné aux nouveaux employés et aux employés qui reviennent au sein de l'organisation. Le programme est régulièrement mis à jour et permet aux employés de se familiariser avec la culture du CGIPN, ses politiques, les exigences en matière de formation, le processus de gestion du rendement et les ressources disponibles, afin qu'ils se sentent bien accueillis, informés et préparés à réussir.

RÉUNION ANNUELLE SUR LES AVANTAGES SOCIAUX COLLECTIFS

En février 2026, le CGIPN a tenu sa réunion annuelle sur les avantages sociaux collectifs à l'intention des employés, en personne au bureau d'Ottawa et virtuellement pour les personnes travaillant à distance. Andrew Clarke, de Clarke Financial Planning & Insurance Services, a présenté de l'information sur le régime d'avantages sociaux et le régime de retraite de l'organisation, aidant ainsi les employés à mieux comprendre leurs avantages et à prendre des décisions éclairées concernant leur retraite.

SANTÉ ET SÉCURITÉ

En janvier 2026, le Comité mixte sur la santé et la sécurité au travail a actualisé le programme de santé et de sécurité du CGIPN en révisant la composition du comité, en mettant à jour les affiches sur les mesures d'urgence et en lançant un canal de communication Microsoft Teams consacré à la santé et à la sécurité. Ce canal fournit aux employés de l'information en temps opportun sur les mises à jour en matière de santé et de sécurité, les essais des alarmes-incendie, les exercices d'incendie aux bureaux d'Ottawa et d'Akwesasne ainsi que les incidents ou les situations d'urgence en milieu de travail. Ces améliorations ont renforcé nos communications internes et contribuent au maintien d'un milieu de travail sécuritaire et bien informé.

ACTIVITÉS SOCIALES ET BIEN-ÊTRE

Le Comité de planification des activités sociales et du bien-être du CGIPN a continué de favoriser les liens entre les employés et leur bien-être grâce à diverses activités organisées tout au long de l'année. Parmi celles-ci :

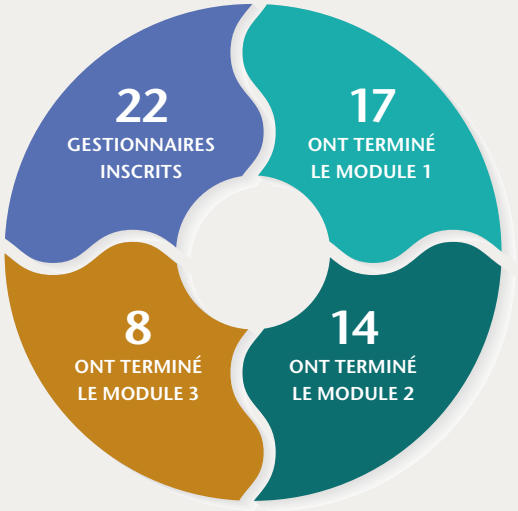
- Restoring Balance, un atelier hybride sur le bien-être mental destiné au personnel et animé par Decolonize and Rize, le 4 juin 2025;
- des activités sociales estivales, notamment une activité d'apprentissage virtuelle sur le lieu historique national Tse'k'wa, situé en Colombie-Britannique, le 20 août 2025;
- un atelier virtuel de perlage, le 21 août 2025;
- des célébrations hybrides du solstice d'hiver comprenant des jeux et un dîner, les 16 et 18 décembre 2025.

Ces activités ont suscité une forte participation et favorisé la mobilisation des employés dans l'ensemble de l'organisation. Plus de 20 employés ont fait du bénévolat au sein du comité, témoignant d'un solide engagement envers la création d'un milieu de travail inclusif et bienveillant.

De plus, le comité a créé un guide de ressources d'une page comprenant le contexte historique de la Journée du chandail orange, le 30 septembre, ainsi que des liens vers des ressources d'apprentissage utiles et des services de soutien en santé mentale. Le personnel a été invité à consulter ces ressources, à réfléchir aux répercussions de cette histoire sur nous tous, ainsi qu'aux progrès accomplis à ce jour et à l'important travail qu'il reste à faire.

DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL

Le CGIPN a continué d'investir dans le perfectionnement du leadership en soutenant les gestionnaires inscrits au programme de certificat Fundamentals of Leadership du Collège Algonquin.



Parmi les 22 gestionnaires participants, 17 ont terminé le module « Effective Interpersonal and Organizational Communications », 14 ont terminé « Leadership Skills » et huit ont terminé le dernier module du programme, « Building a Performance Culture ». Ces étapes témoignent du nombre croissant de leaders outillés pour renforcer les capacités et maintenir une culture d'apprentissage continu dans l'ensemble de l'organisation.

PROGRAMME D'EMPLOIS D'ÉTÉ POUR ÉTUDIANTS

Les RH ont coordonné l'élaboration des propositions et appuyé le processus de recrutement et de sélection pour quatre postes d'été financés dans le cadre de la Stratégie d'emploi pour les jeunes Inuits et des Premières Nations, administrée par Services aux Autochtones Canada (SAC). De mai à août 2025, le CGIPN a offert les possibilités d'emploi rémunéré suivantes à des étudiants postsecondaires des Premières Nations :

- **Emma Nash** — étudiante d'été, Éducation et formation
- **Jubei Quesnelle** — étudiant d'été, adjoint aux communications, Communications
- **Mallory Soloman** — étudiante d'été, chercheuse, Recherche et information
- **Gabrielle Nash** — étudiante-chercheuse, Enquêtes, Recherche et information

Trois étudiants ont terminé leur stage le 29 août 2025, tandis qu'un contrat a été prolongé afin de permettre l'achèvement d'un projet au sein de la Direction de la recherche et de l'information. Le Programme d'emplois d'été pour étudiants continue d'offrir une expérience de travail précieuse aux étudiants des Premières Nations tout en appuyant les priorités de l'organisation et en contribuant au développement de la prochaine génération de professionnels.

LES RETOMBÉES

Un effectif qui fait confiance à son employeur pour agir de façon équitable et sécuritaire et pour investir véritablement dans son personnel crée un environnement où la confiance peut s'épanouir, tant à l'interne qu'à l'externe. Chaque mise à jour d'une politique, chaque séance sur les avantages sociaux et chaque activité de bien-être contribue au même fondement qui soutient le travail lié à la souveraineté des données des Premières Nations à tous les niveaux de l'organisation et dans l'ensemble du réseau.

RAPPORTS DES DIRECTIONS | CRSD

Collectif de recherche sur la souveraineté des données

En septembre 2024, le CGIPN a créé un espace consacré à la recherche appliquée et à l'exploration créative de la souveraineté des données des Premières Nations : le Collectif de recherche sur la souveraineté des données. Celui-ci se concentre sur la recherche appliquée et l'exploration créative liées à la souveraineté des données des Premières Nations, notamment sur l'élaboration, sous la direction des communautés, d'outils et de normes permettant d'affirmer et de faire respecter les principes de PCAP®.

POURQUOI C'EST IMPORTANT

Le Collectif de recherche sur la souveraineté des données est l'espace où la souveraineté des données des Premières Nations est mise à l'épreuve face à de nouveaux enjeux complexes. Les possibilités et les risques associés à l'intelligence artificielle générative, au droit de la propriété intellectuelle, aux partenariats de recherche et aux ententes fédérales sur les données exigent tous de nouvelles normes et de nouveaux outils pour y répondre — et les communautés des Premières Nations ainsi que les participants à la recherche font confiance au CGIPN pour élaborer ces outils de façon responsable.

NOS RÉALISATIONS

- Achevé un rapport sur la gestion des données de recherche financé par le CRSH.
- Négocié une entente d'intendance des données faisant jurisprudence qui reconnaît officiellement la propriété, par les organisations des Premières Nations, de leurs propres données de recherche ainsi que leur accès à celles-ci.
- Fait progresser la phase 2 de l'initiative sur les normes relatives aux principes de PCAP®.Contribué à faire en sorte que les perspectives des Premières Nations influencent la façon dont le Canada aborde la gouvernance de l'intelligence artificielle.

GESTION DES DONNÉES DE RECHERCHE

L'équipe a achevé son rapport financé par le CRSH, *Respecting and Asserting First Nations Data Sovereignty in Research Data Management (RDM)*. Dans le cadre de la rédaction du rapport, elle a pris grand soin de respecter les souhaits d'un groupe diversifié de contributeurs des Premières Nations, du milieu universitaire et des communautés en matière de consentement et d'anonymisation.

PROJET LIENS COMMUNAUTAIRES

Le projet Liens communautaires a rassemblé les points de vue de neuf organisations au service des communautés des Premières Nations, des Inuit et des Métis au sujet de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation. Un rapport final a été présenté au bailleur de fonds, Patrimoine canadien. L'équipe a surtout négocié une nouvelle entente qui reconnaît et respecte officiellement la propriété, par les organisations participantes, de leurs propres données ainsi que leur accès à celles-ci, établissant un précédent pour les futurs travaux du CGIPN avec le gouvernement fédéral.

EXPLORATION DES NORMES ET DE LA CERTIFICATION RELATIVES AUX PRINCIPES DE PCAP®

En 2025, le responsable de l'équipe du Collectif de recherche sur la souveraineté des données, accompagné du directeur général du CGIPN pour la présentation, a

présenté au conseil d'administration les conclusions d'une étude de phase 1 portant sur l'exploration de normes et d'un éventuel programme de certification relatifs aux principes de PCAP®. Le conseil d'administration a demandé que tout éventuel programme de certification fasse l'objet d'une mobilisation accrue auprès des Premières Nations, des organisations régionales et des équipes régionales de champions des données.

S'appuyant sur sa relation avec le Conseil canadien des normes, l'équipe a obtenu du financement pour la phase 2, qui réunira des spécialistes des données et des membres des communautés des Premières Nations ainsi que des collègues des secteurs des galeries, bibliothèques, archives et musées et des données sur les terres et les eaux (environnementales, géospatiales et biologiques) afin d'élaborer des normes techniques et de gouvernance à l'appui des principes de PCAP®. Celles-ci seront soumises à un examen plus large par le réseau du CGIPN et les dirigeants des Premières Nations. Les progrès réalisés seront présentés au cours du présent exercice et du suivant.

INITIATIVES EN MATIÈRE D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Au cours de son premier exercice complet de collaboration, le Collectif de recherche sur la souveraineté des données a contribué à faire en sorte que les perspectives des Premières Nations soient prises en compte dans les discussions émergentes sur la gouvernance de l'IA au Canada et à l'échelle internationale. L'équipe a participé virtuellement à une rencontre de la Global Indigenous Data Alliance sur l'IA à Mexico, produit le glossaire *Demystifying Artificial Intelligence: A Reference Guide*, qui a été distribué lors de l'Assemblée extraordinaire des Chefs de l'APN, contribué à une table ronde sur l'IA organisée par l'APN et, grâce au financement de l'Agence d'évaluation d'impact du Canada, prépare une analyse des répercussions des outils numériques et de l'IA sur les données des Premières Nations et la souveraineté des données.

GUIDES SUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET LA LÉGISLATION

Les travaux se poursuivent sur une série de guides en langage clair portant sur des domaines de la législation canadienne qui ont une incidence sur la souveraineté des données des Premières Nations. Une série de documents analysant les régimes canadiens et internationaux de propriété intellectuelle est également en cours d'élaboration. Ces documents examinent les façons dont ces régimes portent atteinte aux lois et aux protocoles des Premières Nations, ainsi que les possibilités de les revitaliser afin de leur permettre de mieux résister à ces atteintes. Le CGIPN se réjouit à l'idée de diffuser ces collections achevées l'an prochain.

ÉTABLIR DES PARTENARIATS POUR L'AVENIR

Le Collectif de recherche sur la souveraineté des données a continué d'établir les sources de financement, les partenariats et les liens avec les communautés qui contribueront à façonner un programme de recherche durable et réfléchi avec les membres et les partenaires. Parmi les partenaires actuels et éventuels figurent l'Alliance de recherche numérique du Canada, le Fonds mondial pour la nature, des chercheurs de Connected Minds et d'Abundant Intelligences, le réseau IndigeLab ainsi que des membres du personnel et des collègues des organisations membres régionales et des équipes de champions des données.

LES RETOMBÉES

Chacun de ces projets établit ou renforce des fondements de connaissances qui aident les Premières Nations à prendre des décisions éclairées. À mesure que la recherche, l'intelligence artificielle et les régimes de propriété intellectuelle évoluent, ce travail est essentiel pour veiller à ce que la souveraineté des données des Premières Nations évolue elle aussi en parallèle avec ces régimes.



Éducation et formation

L'éducation et la formation sont au cœur du travail du CGIPN depuis ses débuts. Cette unité a pour responsabilité de sensibiliser, d'éduquer et de former toutes les personnes intéressées à la souveraineté des données des Premières Nations, aux principes de PCAP® des Premières Nations et à la gouvernance de l'information.

POURQUOI C'EST IMPORTANT

Les principes de PCAP® des Premières Nations n'ont de véritable portée que si les communautés, les organisations et les dirigeants des Premières Nations – ainsi que les personnes qui travaillent avec les données ou les renseignements des Premières Nations – comprennent comment les mettre en pratique. La Direction de l'éducation et de la formation transforme les principes de souveraineté des données en compétences et en connaissances pratiques, en mettant les outils directement entre les mains des Premières Nations, dans une langue et un format adaptés à leurs besoins.

NOS RÉALISATIONS

- Inscription de 3 854 personnes au cours en ligne Fondamentaux des principes de PCAP®, dont près de 100 à l'offre en français, qui continue de gagner en popularité, portant à 9 800 le nombre total d'attestations de réussite délivrées depuis le lancement de la nouvelle version du cours en 2023.
- Maintien de l'accès à la formation sur les principes de PCAP® pour l'ensemble des apprenants lorsque le Collège Algonquin a fermé son Centre de formation en entreprise — l'équipe ayant pris en charge directement l'administration du système de gestion de l'apprentissage du cours et acquis ainsi un meilleur contrôle sur l'expérience d'apprentissage.
- Élimination des obstacles financiers à la formation sur les principes de PCAP® pour 24 apprenants des Premières Nations grâce à un nouveau volet de parrainage.
- Présentation directe des principes de PCAP® à 1 566 personnes dans le cadre de 43 ateliers et de 27 présentations auprès d'organismes gouvernementaux, d'établissements universitaires, d'organismes sans but lucratif et d'organisations des Premières Nations.
- Attribution de la Bourse nationale d'études 2025 à quatre étudiants des Premières Nations, parmi un nombre record de 158 candidatures.

UNE CROISSANCE EN FRANÇAIS COMME EN ANGLAIS

S'appuyant sur le lancement réussi de Fondamentaux des principes de PCAP® en 2024, la version française du cours a continué d'élargir sa portée, près de 100 apprenants s'y étant inscrits au cours de l'exercice 2025-2026. Cette offre permet aux Premières Nations francophones, particulièrement au Québec, de bénéficier d'un accès équitable à une formation sur les principes de PCAP® de même niveau et de même qualité.

> ***3 854 nouvelles inscriptions***
>
> ***3 714 en anglais***
>
> ***140 en français***
>
> ***9 800 attestations de réussite au total depuis juillet 2023***

L'intérêt pour la formation sur les principes de PCAP® continue de croître rapidement à mesure qu'un nombre accru d'organisations reconnaissent l'importance de la souveraineté des données des Premières Nations et de la gouvernance de l'information. Près de 3 900 personnes se sont inscrites au cours en ligne du CGIPN cette année, portant à près de 9 800 le nombre total d'attestations de réussite délivrées depuis le lancement de la nouvelle version du cours en 2023. Cette demande croissante témoigne d'un engagement plus large envers la compréhension et l'application des principes de PCAP® dans les communautés, les gouvernements et les organisations partout au Canada.

LE SGA SOUS UNE NOUVELLE ADMINISTRATION

Lorsque le Collège Algonquin a fermé son Centre de formation en entreprise, le CGIPN a pris directement en charge l'administration du système de gestion de l'apprentissage (SGA) Absorb qui héberge le cours Fondamentaux des principes de PCAP®. Les membres de l'équipe de l'Éducation et de la formation ont suivi une formation approfondie sur le SGA, ce qui permet au CGIPN de disposer des connaissances et des compétences nécessaires pour administrer le cours avec succès. Cette prise en charge donne à l'organisation un meilleur contrôle sur l'expérience d'apprentissage et cadre avec les principes plus larges du CGIPN en matière de souveraineté des données.

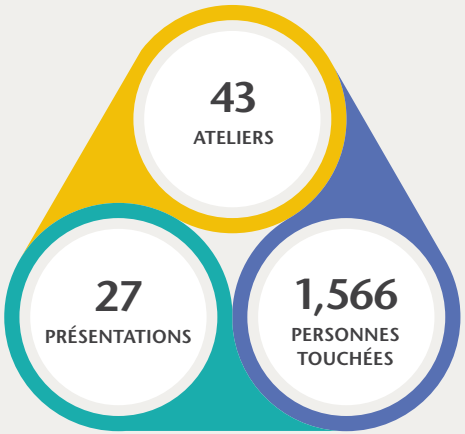
PROGRAMME DE PARRAINAGE DE FONDAMENTAUX DES PRINCIPES DE PCAP®

En juillet 2025, le CGIPN a créé un volet de parrainage dans le cadre de son programme de Bourse nationale d'études, afin d'offrir gratuitement le cours Fondamentaux des principes de PCAP® aux membres des Premières Nations confrontés à des obstacles financiers, notamment les étudiants, les personnes travaillant au sein d'organisations ou de communautés des Premières Nations ainsi que les membres des Premières Nations employés par des organisations non autochtones.

Au cours de la période visée par le rapport, 24 apprenants des Premières Nations ont reçu un parrainage pour suivre le cours. Parmi les 24 demandes approuvées, 10 provenaient d'étudiants, 8 de personnes travaillant dans leur communauté ou au sein d'une organisation autochtone, et 6 de personnes employées par une organisation non autochtone, à la recherche d'un emploi ou souhaitant suivre le cours par intérêt personnel.

ATELIERS ET PRÉSENTATIONS SUR LES PRINCIPES DE PCAP®

La demande de formation sur les principes de PCAP® dépasse largement le cadre du cours en ligne. Cette année, la Direction de l'éducation et de la formation a animé 43 ateliers et donné 27 présentations, faisant connaître directement à un public combiné de 1 566 personnes les principes de gouvernance des données dirigée par les Premières Nations. Les gouvernements représentaient la plus grande part de cet auditoire, avec 25 séances offertes à des organismes fédéraux, provinciaux ou municipaux. Quatorze séances ont également été offertes à des organisations des Premières Nations et autochtones, 14 à des universités et établissements d'enseignement, 10 à des organismes sans but lucratif et non gouvernementaux, 2 à des entreprises privées et 5 à d'autres publics. Cette présence grandissante témoigne d'une reconnaissance de plus en plus répandue – notamment parmi les institutions auxquelles les Premières Nations doivent le plus souvent s'adresser pour obtenir l'accès à leurs données – du caractère essentiel des principes de PCAP® et de la nécessité de les comprendre et de les appliquer.



MODÈLE DE CONNAISSANCES SUR LES PRINCIPES DE PCAP®

Les communautés des Premières Nations ont besoin d'un éventail de connaissances et de compétences pour cheminer vers la souveraineté de leurs données. Ce projet vise à déterminer et à cartographier les connaissances et les compétences nécessaires pour affirmer et exercer les principes de PCAP®. Le modèle doit décrire un continuum de compétences permettant de passer des principes de PCAP® à leur mise en pratique. Il sera souple et adapté aux contextes, aux intérêts et aux priorités des Premières Nations.

BOURSE NATIONALE D'ÉTUDES DU CGIPN

Le CGIPN a reçu 158 candidatures pour la Bourse nationale d'études 2025, égalant le record établi en 2024. Créée en 2011, la Bourse nationale d'études a maintenant permis d'attribuer plus de 91 000 $ à 39 étudiants exceptionnels des Premières Nations. Les récipiendaires de cette année sont :

- **Sara Sacchetti,** territoire non cédé de Wikwemikong
- **Lucy Sdahl K'awaas,** Old Massett Village Council
- **Justine Gros-Louis,** Nation huronne-wendat
- **Mairi Denny,** Première Nation d'Eskasoni

Chaque récipiendaire a reçu une bourse de 2 500 $ ainsi qu'une inscription gratuite au cours Fondamentaux des principes de PCAP®, en plus d'une invitation à participer au Programme de mentorat du Centre de données des Premières Nations du CGIPN. Le programme de mentorat offre l'occasion d'acquérir des compétences pratiques en recherche et en analyse de données à partir des données sur les Premières Nations du CGIPN, tout en explorant un sujet d'intérêt personnel ou universitaire.

PROJET DE FORMATION DU REGROUPEMENT STIM-A

L'unité est passée à la phase 2 de sa collaboration avec le regroupement interministériel canadien Sciences, technologie, ingénierie et mathématiques autochtones (STIM-A). S'appuyant sur l'évaluation des besoins réalisée lors de la phase 1 en 2024-2025, la phase 2 porte sur l'élaboration d'un programme de formation complémentaire au cours Fondamentaux des principes de PCAP®, mettant l'accent sur les données et les renseignements relatifs aux ressources naturelles.

LES RETOMBÉES

Ensemble, ces travaux continuent d'accroître le nombre de personnes partout au pays – étudiants, dirigeants, professionnels de la santé et analystes des politiques – qui non seulement comprennent les principes de PCAP®, mais sont également en mesure de les mettre en pratique dans leurs propres communautés et institutions.



Équipe nationale de champions des données

L'Équipe nationale de champions des données dirige la mise en œuvre de la Stratégie nationale de gouvernance des données des Premières Nations (SGDPN), qui constitue un engagement à long terme envers la vision du CGIPN selon laquelle chaque Première Nation affirmera sa souveraineté sur ses données conformément à sa propre vision du monde.



POURQUOI C'EST IMPORTANT

La SGDPN reflète l'engagement durable du CGIPN envers un avenir où chaque Première Nation exerce sa souveraineté sur ses données selon ses propres modalités. Le CGIPN et ses partenaires reconnaissent que la voie la plus efficace pour concrétiser cette vision consiste à combler les lacunes structurelles en matière de capacités qui empêchent depuis longtemps les Premières Nations d'être pleinement propriétaires de leurs renseignements et d'en exercer le contrôle. Pour combler ces lacunes profondément enracinées, il faut adopter une approche audacieuse et coordonnée. Le changement systémique se déploie sur plusieurs générations, et la Stratégie constitue une première étape essentielle de ce parcours.

NOS RÉALISATIONS

- Réalisation de progrès importants relativement à l'investissement de 51 millions de dollars consacré à la mise en œuvre de la SGDPN dans le budget fédéral de 2021, dans le cadre de l'Approche transformationnelle à l'égard des données autochtones du gouvernement du Canada.
- Obtention de 19,9 millions de dollars supplémentaires dans le budget de 2025, afin que la mise en place d'une infrastructure de gouvernance des données dirigée par les Premières Nations puisse se poursuivre sans interruption pendant que les décisions relatives au financement à long terme sont finalisées.
- Obtention du plus important appui politique à ce jour en faveur de la souveraineté des données des Premières Nations grâce à la ratification de la résolution no 47-2025 de l'APN, qui affirme officiellement que la souveraineté des données constitue un droit inhérent.
- Achèvement du premier cycle complet de visites sur place dans les 10 régions, permettant à l'équipe nationale d'approfondir sa compréhension des progrès et des défis propres à chacune.
- Élargissement de la collaboration avec le gouvernement fédéral, notamment avec Statistique Canada et Services aux Autochtones Canada, grâce à l'achèvement de toutes les séances d'échange de connaissances et à une contribution à l'élaboration de la future Politique sur l'échange externe de données de SAC.

BILAN DE LA PHASE 1 DE LA PHASE INITIALE

Les 10 équipes régionales de champions des données étaient en train de soumettre au CGIPN leurs rapports complets faisant le bilan de la phase initiale. Un rapport exhaustif sur les progrès réalisés sera publié en 2026-2027.

OBTENTION D'UN FINANCEMENT CONTINU

En janvier 2026, le CGIPN a obtenu 19,9 millions de dollars dans le cadre du budget de 2025, ce qui assure la continuité de ces travaux pendant que les décisions concernant le financement à long terme sont finalisées.

COLLABORATION FÉDÉRALE

Le CGIPN a renforcé sa collaboration avec Statistique Canada et Services aux Autochtones Canada (SAC), en achevant toutes les séances d'échange de connaissances visant à évaluer les fonctions statistiques fondamentales du CGIPN et en fournissant des commentaires détaillés qui contribuent à façonner la future Politique sur l'échange externe de données de SAC. Ces travaux permettent de veiller à ce que les considérations relatives à la souveraineté des données des Premières Nations soient intégrées aux politiques fédérales dès le départ.

AFFIRMATION OFFICIELLE DE LA SOUVERAINETÉ DES DONNÉES COMME DROIT INHÉRENT

Le CGIPN a appuyé la résolution no 47-2025 de l'APN, ratifiée en novembre 2025, qui affirme officiellement que la souveraineté des données des Premières Nations est un droit inhérent et demande au Canada d'assurer un financement fédéral durable de la Stratégie.

VISITES RÉGIONALES

Entre novembre 2025 et avril 2026, l'équipe nationale a achevé son premier cycle complet de visites sur place dans les 10 régions, ce qui lui a permis d'aborder directement les défis propres à chacune et d'évaluer les progrès réalisés dans l'ensemble du réseau.

LOGEMENT ET INFRASTRUCTURES

Le CGIPN a fait progresser sa collaboration avec les techniciens de l'APN responsables du logement et des infrastructures dans le cadre d'une évaluation nationale des besoins en logement, étendant ainsi les principes de souveraineté des données à l'infrastructure de données sur le logement dirigée par les Premières Nations, au-delà du secteur de la santé.



LES RETOMBÉES

La SGDPN transforme les orientations des dirigeants et les engagements des partenaires fédéraux en infrastructures que les Premières Nations peuvent utiliser. Le financement continu et la reconnaissance énoncée dans la résolution no 47-2025 de l'APN continuent de faire progresser la Stratégie pendant une période de transition cruciale, tandis que le travail réalisé dans chacune des régions permet de veiller à ce que cet élan se traduise par des outils, des capacités et des progrès concrets que les communautés peuvent constater et mettre à profit.

Recherche et information

L'unité de Recherche et d'information est responsable des enquêtes nationales du CGIPN, des initiatives de recherche et de santé publique, de la gestion des connaissances, des études de faisabilité et du Centre de données des Premières Nations (CDPN).

POURQUOI C'EST IMPORTANT

Des initiatives d'information fiables, menées par et pour les Premières Nations, constituent le fondement d'une prise de décisions éclairée. Chaque enquête, chaque rapport et chaque partenariat renforce l'ensemble de données probantes que les communautés des Premières Nations peuvent utiliser pour défendre leurs priorités et prendre des décisions concernant leur propre santé et leur bien-être — selon leurs propres modalités, à l'aide de données qu'elles recueillent, détiennent et contrôlent elles-mêmes.

NOS RÉALISATIONS

- Achèvement du travail sur le terrain de la phase 4 de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations (ERSPN, phase 4), qui a permis de joindre environ 300 communautés et 30 000 personnes.
- Avancement du questionnaire de l'Enquête régionale sociale des Premières Nations jusqu'à sa version définitive.
- Obtention de 17,5 millions de dollars pour entreprendre la mobilisation et la planification d'une étude longitudinale nationale sur le bien-être des enfants des Premières Nations.
- Élargissement des activités de recherche dans des domaines émergents, notamment le bien-être mental, la mise en banque biologique et la recherche génomique.
- Élargissement du soutien offert par le Centre de données des Premières Nations aux demandes de recherche externes.

PHASE 4 DE L'ENQUÊTE RÉGIONALE SUR LA SANTÉ DES PREMIÈRES NATIONS

Le travail sur le terrain de la plus vaste enquête sur la santé des Premières Nations au Canada a été achevé malgré les effets persistants de la pandémie de COVID-19 et la perte de l'accès au Registre des Indiens, qui était traditionnellement utilisé pour l'échantillonnage. Les équipes mobiles régionales et les approches novatrices de collecte de données ont joué un rôle clé pour surmonter ces difficultés.

Portée de la phase 4 de l'ERSPN des Premières Nations

300 communautés
30 000 personnes

Le CGIPN a entrepris l'évaluation de la phase 4 de l'ERSPN des Premières Nations, qui permettra de tirer des enseignements des expériences de mise en œuvre afin d'évaluer et de renforcer le modèle du programme de l'ERSPN des Premières Nations. Les conclusions orienteront les ajustements stratégiques, favoriseront l'innovation et renforceront les efforts de développement des capacités afin d'améliorer l'efficacité, l'adaptabilité et la viabilité à long terme des activités d'enquête du CGIPN.

ENQUÊTE RÉGIONALE SOCIALE DES PREMIÈRES NATIONS

Élaborée sur plusieurs années en étroite collaboration avec les partenaires régionaux et les comités consultatifs régionaux (CCR), l'Enquête régionale sociale a atteint l'étape de la version définitive en décembre 2025 et progressé vers la programmation et la collecte sur le terrain à la fin de l'exercice. Les questions propres aux régions font toujours l'objet de précisions afin que l'enquête reflète à la fois les priorités nationales communes et les besoins particuliers de chacune des régions. l'Enquête régionale sociale représente le prochain grand pilier du programme national d'enquêtes du CGIPN.

PROJET DE PLANIFICATION D'UNE ÉTUDE LONGITUDINALE SUR LES ENFANTS

S'appuyant sur l'Étude de faisabilité longitudinale sur le développement et le mieux-être des enfants des Premières Nations réalisée par le CGIPN en 2021, un projet de planification d'une étude longitudinale sur les enfants en est maintenant à l'étape de la planification. Un financement de 17,5 millions de dollars a été obtenu afin de déterminer les besoins en matière d'infrastructure, de capacités et de logistique nécessaires à la réalisation d'une étude longitudinale axée sur le mieux-être des enfants des Premières Nations. Les partenaires régionaux ont été officiellement invités à présenter des propositions ou des déclarations d'intérêt afin d'avoir accès à ce financement.

Le projet vise à élaborer en collaboration les principales questions de recherche et un protocole de recherche qui orienteront la conception de l'étude, à éclairer une proposition de financement à long terme pour un programme longitudinal des Premières Nations ainsi qu'à élaborer des outils et des guides de recherche culturellement pertinents pour appuyer sa mise en œuvre.

PROJET SUR LES INDICATEURS DE BIEN-ÊTRE MENTAL DES PREMIÈRES NATIONS

Le CGIPN a examiné et recensé les mesures du bien-être mental utilisées auprès des populations autochtones à l'échelle internationale et évalue maintenant leur pertinence dans le contexte des Premières Nations. L'analyse psychométrique des mesures de la phase 3 de l'ERSPN des Premières Nations est terminée, et un examen préliminaire des mesures de la phase 4 est en cours. Les conclusions seront présentées aux gardiens du savoir afin d'éclairer les recommandations relatives à un module d'enquête sur le bien-être mental qui soit à la fois solide et ancré dans la culture.

RAPPORT SUR LE BIEN-ÊTRE MENTAL ET CERCLE CONSULTATIF

Un cercle consultatif composé de représentants de l'Assemblée des Premières Nations, de Thunderbird Partnership et du First Peoples Wellness Circle a orienté l'élaboration d'un nouveau rapport sur le bien-être mental fondé sur les données de l'ERSPN des Premières Nations et sur une méthode d'analyse des trajectoires. Ce rapport réunit des résultats quantitatifs et des récits qualitatifs d'Aînés et de membres du cercle au moyen de méthodes de narration propres aux Premières Nations.

RÉSEAU SUR LA MISE EN BANQUE BIOLOGIQUE ET LA RECHERCHE GÉNOMIQUE

Le CGIPN a dirigé la création d'un réseau de leaders d'opinion et de partenaires régionaux qui explorent la mise en banque biologique et la recherche génomique sous l'angle de la souveraineté des données des Premières Nations. Il a également créé des outils accessibles d'application des connaissances – notamment un document d'introduction et un guide de discussion – afin d'établir un socle de connaissances dans l'ensemble des régions. À la suite des activités de mobilisation régionale achevées en mars 2025, l'équipe de recherche et le cercle consultatif devaient se réunir en personne en mai 2026 afin de discuter de produits de connaissances utiles pour les communautés.

INITIATIVE DE FINANCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES EN SANTÉ

Une deuxième ronde de financement fédéral consacré aux ressources humaines en santé a été administrée aux partenaires régionaux afin d'appuyer des initiatives fondées sur des propositions visant à renforcer les capacités et les infrastructures en matière de données sur la santé. Les régions ont proposé des approches adaptées aux besoins de leurs communautés, notamment des webinaires, des modules en ligne, des plateformes de données et des forums communautaires.

SUBVENTION DU CRSH POUR UN RÉSEAU DE RECHERCHE SUR L'INNOVATION ET LE LEADERSHIP AUTOCHTONES

Le CGIPN comptait parmi les 50 % de candidats retenus dans le cadre de ce concours de subventions du CRSH, ce qui permet à l'organisation de soumettre une proposition de plus grande envergure axée sur la souveraineté des données des Premières Nations dans l'écosystème des données sur la santé. Les partenaires régionaux participeront à la définition du domaine de recherche prioritaire et à la conception conjointe de la proposition.

PROGRAMME DE MENTORAT EN MATIÈRE DE DONNÉES POUR LES RÉCIPIENDAIRES DE BOURSES

Le Centre de données des Premières Nations a mis à l'essai une initiative de mentorat jumelant d'anciens récipiendaires de la Bourse nationale d'études à des membres du personnel du CGIPN. En collaboration, ils ont exploré un sujet d'intérêt lié aux données à l'aide des données de l'ERSPN des Premières Nations, depuis la formulation d'une question de recherche jusqu'à la demande d'accès aux données et à la production d'un produit de connaissances. Le programme est maintenant étendu aux récipiendaires de la bourse de 2025.



CENTRE DE DONNÉES DES PREMIÈRES NATIONS

Le Centre de données des Premières Nations (CDPN) offre un accès approuvé aux données non publiées et aux données au niveau des enregistrements provenant des travaux de recherche et d'enquête du CGIPN. Ses projets actuels comprennent les suivants :

- En collaboration avec la Weeneebayko Area Health Authority, la Dre Herenia Lawrence, de l'Université de Toronto, étudie la relation entre la consommation de cannabis et la santé buccodentaire à l'aide des données de la phase 3 de l'ERSPN des Premières Nations. Elle a présenté ses conclusions au personnel du CGIPN et prépare maintenant un manuscrit en vue de sa publication.
- Les chercheurs de l'Université Carleton, la Dre Amy Bombay, de Rainy River First Nations, et la Dre Robyn McQuaid, poursuivent leurs recherches sur les effets intergénérationnels des pensionnats indiens. La Dre Bombay prévoit modéliser les associations entre la langue, le sentiment d'appartenance, la participation à la vie culturelle et la détresse psychologique.
- La Dre Bombay travaille également à une autre demande de données nationales portant sur les effets cumulatifs sur la santé mentale de l'exposition à de multiples expériences négatives vécues durant l'enfance dans les pensionnats, afin d'appuyer un rapport d'expert dans le cadre d'une poursuite intentée par une communauté des Premières Nations contre la province pour les préjudices subis par des enfants qui n'étaient pas visés par la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens.
- Heather Burnside, étudiante de cycle supérieur en sciences infirmières de la Première Nation de Saugeen, examine la relation entre le sexe, le genre et l'autogestion de la maladie chez les personnes vivant avec le diabète de type 2. Une présentation de partage des connaissances destinée au personnel du CGIPN était prévue pour avril 2026.
- La Croix-Rouge canadienne a demandé des tableaux sur la prévalence de l'allaitement chez les enfants des Premières Nations afin d'étudier la question à l'échelle nationale sous des angles biomédical, social et politique et de susciter une discussion plus large faisant place aux voix autochtones. La demande a été approuvée par le Comité d'examen de l'accès aux données, et le CGIPN finalise actuellement une entente d'échange de données avec la Croix-Rouge.
- Le Programme de modes de vie sains de Services aux Autochtones Canada a obtenu l'autorisation d'accéder à des tableaux sur la santé et la nutrition des personnes vivant dans des communautés éloignées et à accès spécial, afin d'éclairer les besoins du programme et de compléter les rapports annuels des bénéficiaires de financement.
- Le CDPN entreprendra avec SAC un processus d'examen et de renouvellement de son entente d'échange de données. Le Comité d'examen de l'accès aux données a amorcé des discussions internes sur le renforcement de la production de rapports et de la reddition de comptes concernant l'utilisation, par SAC, des tableaux demandés au CGIPN.

LES RETOMBÉES

Ensemble, ces travaux renforcent la confiance envers les données des Premières Nations et favorisent une prise de décisions mieux éclairée partout au Canada. L'ERSPN des Premières Nations, l'Enquête régionale sociale des Premières Nations et les autres enquêtes fournissent aux Premières Nations leur propre base de données probantes, élaborée selon leurs propres modalités, plutôt que de les obliger à dépendre de données recueillies et contrôlées par d'autres.

Finances et services généraux

La Direction des finances et des services généraux soutient la capacité de l'organisation à s'acquitter de ses obligations organisationnelles, à s'adapter efficacement au changement et à atteindre ses objectifs stratégiques.

POURQUOI C'EST IMPORTANT

Lorsque le CGIPN maintient un dossier d'audits sans réserve, protège ses systèmes contre l'évolution des cybermenaces et gère l'information de façon responsable tout au long de son cycle de vie, il fait preuve des mêmes principes de responsabilité que les communautés des Premières Nations s'attendent à le voir respecter en leur nom.

NOS RÉALISATIONS

- Obtention, pour une nouvelle année consécutive, d'une opinion d'audit sans réserve, prolongeant ainsi les solides antécédents du CGIPN en matière de rapports financiers transparents et sans réserve.
- Poursuite de la mise en œuvre de SharePoint 3.0 et avancement du développement de l'intranet organisationnel du CGIPN, renforçant la collaboration interne et l'accès aux ressources de l'organisation.
- Tenue de la troisième Semaine annuelle de sensibilisation à la gestion de l'information et à la cybersécurité, afin de renforcer la capacité du personnel à protéger les renseignements sensibles.
- Avancement du programme organisationnel de gestion des documents du CGIPN, renforçant la classification, la conservation et la protection de l'information de l'organisation tout au long de son cycle de vie.
- Poursuite de la formation en cybersécurité NINJIO et des investissements dans l'infrastructure, renforçant ainsi un environnement technologique sécuritaire et résilient dans l'ensemble de l'organisation.

FINANCES

Tout au long de l'année, l'unité des Finances a continué d'exercer un solide leadership en matière de planification financière, de production de rapports, de conformité et d'administration financière organisationnelle, appuyant ainsi les activités quotidiennes et la viabilité à long terme de l'organisation. Ses efforts ont permis de maintenir l'harmonisation avec les priorités stratégiques de l'organisation tout en favorisant une prestation efficace des programmes et des services.

L'une des principales responsabilités de l'unité des Finances consiste à coordonner et à gérer l'audit externe annuel du CGIPN. Au cours de l'exercice 2025-2026, l'organisation a une fois de plus obtenu une opinion d'audit sans réserve, prolongeant ainsi ses solides antécédents en matière de résultats d'audit sans réserve. Welch LLP a continué d'agir à titre d'auditeur externe du CGIPN, réalisant des procédures d'audit intermédiaires tout au long de l'année et menant à terme l'audit annuel conformément aux normes professionnelles d'audit.

GESTION DE L'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

Les équipes de Gestion de l'information et de Technologie de l'information (GI et TI) continuent de renforcer les systèmes, les processus et les technologies qui permettent au CGIPN de fonctionner de façon sécuritaire et efficace, tout en étant à la hauteur de la confiance que lui accordent les Premières Nations et ses partenaires.

Gestion de l'information

La mise en œuvre de SharePoint 3.0 s'est poursuivie, l'équipe se concentrant sur l'amélioration de son adoption par les utilisateurs, le perfectionnement des pratiques de gestion des documents et l'élargissement des capacités de la plateforme afin de mieux soutenir la collaboration dans l'ensemble de l'organisation. L'intranet organisationnel du CGIPN a également continué d'être développé afin de créer un espace de travail numérique centralisé et sécurisé qui améliorera l'accès aux ressources de l'organisation, renforcera les communications internes et favorisera le partage des connaissances entre les membres du personnel.

Un programme organisationnel de gestion des documents a été mis en œuvre, renforçant davantage les processus de classification, de conservation, d'entreposage et d'élimination des documents physiques et électroniques. Cette initiative favorise la conformité aux exigences législatives et opérationnelles tout en veillant à ce que l'information de l'organisation demeure fiable, accessible et protégée tout au long de son cycle de vie.

Reconnaissant que la sécurité de l'information est une responsabilité partagée, l'équipe de GI a organisé sa troisième Semaine annuelle de sensibilisation à la gestion de l'information et à la cybersécurité. Grâce à des séances éducatives, des activités interactives et des ressources pratiques, les membres du personnel ont été encouragés à approfondir leur compréhension de la cybersécurité, de la gouvernance de l'information et de la gestion responsable de l'information.

Technologies de l'information

Tout au long de l'exercice 2025-2026, l'équipe de TI a continué d'améliorer l'environnement technologique du CGIPN en fournissant des services de TI sécuritaires, fiables et adaptés à l'évolution des besoins opérationnels de l'organisation. Elle a renforcé le rendement des systèmes, amélioré la prestation des services et accru la cybersécurité dans l'ensemble de l'organisation.

Alors que les cybermenaces continuent d'évoluer, l'équipe de TI a maintenu son engagement à protéger les actifs numériques du CGIPN grâce à une surveillance continue, à des améliorations de la sécurité et à la poursuite de la formation de sensibilisation à la cybersécurité NINJIO. Ces efforts ont permis au personnel d'acquérir les connaissances nécessaires pour reconnaître les cybermenaces émergentes et y réagir, contribuant ainsi à protéger les renseignements sensibles confiés au CGIPN.

Les initiatives plus larges du CGIPN en matière d'intendance des données ont également été soutenues par des solutions technologiques conformes aux politiques de l'organisation, à ses pratiques de gouvernance de l'information et aux principes de PCAP®. Ces efforts continuent de consolider une infrastructure technologique digne de confiance qui permet au CGIPN d'offrir des services de grande qualité aux Premières Nations, aujourd'hui et pour les années à venir.

LES RETOMBÉES

La confiance repose sur des fondements solides. Le dossier financier sans réserve du CGIPN, son environnement technologique sécurisé et sa gestion responsable de l'information contribuent à faire en sorte que l'organisation puisse protéger ce qui lui a été confié et respecter ses engagements envers les Premières Nations.

Communications

La Direction des communications, qui regroupe les communications stratégiques, la mobilisation des connaissances et les communications organisationnelles, est responsable de la gestion des activités de communication internes et externes du CGIPN.

POURQUOI C'EST IMPORTANT

Lorsque les recherches, les outils et les produits de connaissances du CGIPN parviennent aux communautés sous des formes accessibles et culturellement pertinentes, les Premières Nations sont mieux outillées pour utiliser leurs propres données afin de prendre des décisions qui favorisent la santé et l'épanouissement de leurs communautés.

NOS RÉALISATIONS

- La fonction des Communications est devenue une direction à part entière, axée sur l'élaboration de stratégies.
- Rationalisation de la production interne grâce à la création de portails structurés pour les demandes de traduction et de révision.
- Lancement des toutes premières Lignes directrices de la marque du CGIPN.
- Élargissement de la portée du CGIPN auprès des jeunes publics des Premières Nations grâce au lancement de comptes Instagram et Bluesky.
- Élaboration de nouveaux produits d'application des connaissances en collaboration avec des artistes des Premières Nations.
- Maintien d'une présence en personne à trois rassemblements des Premières Nations.

LES COMMUNICATIONS DEVIENNENT UNE DIRECTION À PART ENTIÈRE

En 2025, les Communications sont devenues une direction à part entière après avoir fait partie pendant plusieurs années des Services généraux. Ce changement témoigne de l'importance croissante des fonctions de communications stratégiques, de mobilisation des connaissances et de communications organisationnelles.

Cette évolution a aussi entraîné la création du poste de directeur des communications stratégiques et de la mobilisation des connaissances, pourvu par Nian Matoush en novembre 2025, appuyé par Brad Mackay, gestionnaire principal des communications organisationnelles.

OUTILS DE SOUMISSION DES DEMANDES DE TRADUCTION ET DE RÉVISION

L'équipe a remplacé la gestion ponctuelle des demandes par courriel par des portails structurés pour les demandes de traduction et de révision. Ces outils offrent aux membres du personnel de l'ensemble de l'organisation une méthode claire et uniforme pour soumettre et suivre leurs demandes, ce qui réduit les goulots d'étranglement dans le processus de production.professional, on-brand materials.

LANCEMENT DES LIGNES DIRECTRICES DE LA MARQUE

Ce projet pluriannuel fournit au personnel et aux fournisseurs externes un cadre complet en matière d'identité visuelle, afin d'assurer l'uniformité de tous les documents du CGIPN. Les lignes directrices ont été accompagnées de 10 modèles aux couleurs de la marque, ce qui permet aux équipes de l'ensemble de l'organisation de produire plus efficacement des documents professionnels conformes à l'image de marque.

LANCEMENT DES COMPTES INSTAGRAM ET BLUESKY

Le CGIPN a élargi sa présence dans les médias sociaux en lançant de nouveaux comptes Instagram et Bluesky. Le compte Instagram permettra au CGIPN de joindre des publics plus jeunes des Premières Nations, tandis que le compte Bluesky aidera l'organisation à accroître ses liens avec les milieux gouvernementaux et médiatiques. Pendant ce temps, LinkedIn est demeuré la principale plateforme du CGIPN pour les échanges professionnels, regroupant son auditoire le mieux établi composé de chercheurs, de responsables des politiques et de partenaires. Ces nouvelles plateformes permettent au CGIPN de diversifier ses canaux de communication et d'entrer en contact avec de nouveaux publics de façon plus dynamique et visuelle.

SITE WEB

685,000
Pages vues au total sur FNIGC.ca

224,000
Pages vues sur les principes de PCAP®

94,000
Pages vues sur Fondamentaux des principes de PCAP®

547
Éléments dans l'Outil de données en ligne

MÉDIAS SOCIAUX

9000
abonnés sur LinkedIn

3,900
abonnés sur Facebook

2,400
abonnés sur X

340
abonnés sur YouTube

180
abonnés sur Bluesky

133
abonnés sur Instagram

PROJETS D'APPLICATION DES CONNAISSANCES

Sous la direction d'une agente attitrée à l'application des connaissances, l'équipe a travaillé à plusieurs nouveaux produits et publications d'application des connaissances en collaboration avec des artistes des Premières Nations, notamment : un guide de discussion, une analyse documentaire et une étude de faisabilité sur la recherche longitudinale auprès des enfants des Premières Nations, un rapport sur le bien-être mental ainsi qu'une série de documents de formation pour l'Enquête régionale sociale des Premières Nations.

Ces produits ont été conçus expressément en fonction des communautés des Premières Nations afin que les recherches et les données du CGIPN soient communiquées dans des formats accessibles, culturellement pertinents et visuellement attrayants. Ce travail s'étend également à l'Outil de données en ligne du CGIPN, une application Web qui offre gratuitement aux utilisateurs l'accès à plus de 500 graphiques et tableaux publiés provenant de nos principaux rapports d'enquêtes nationales auprès des Premières Nations.

PRÉSENCE LORS D'ÉVÉNEMENTS DES PREMIÈRES NATIONS

Le CGIPN a maintenu une présence en personne à trois rassemblements des Premières Nations cette année, ce qui a permis d'effectuer des activités de sensibilisation directe et d'établir des relations avec les membres des communautés. Ce type de mobilisation en personne demeure essentiel au travail du CGIPN et complète les activités de communication numériques par des liens personnels et significatifs.

SUIVI DES TÉLÉCHARGEMENTS DE LA BIBLIOTHÈQUE EN LIGNE

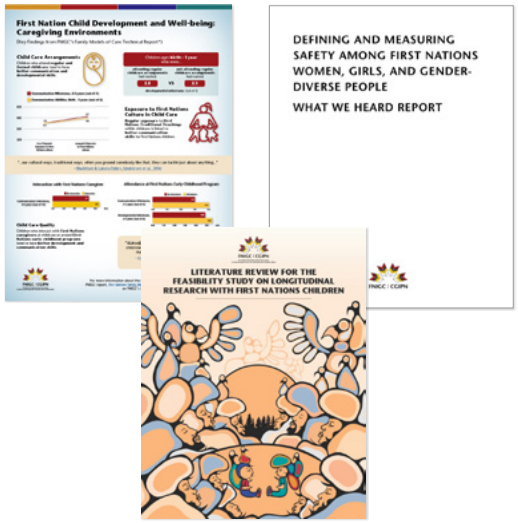
L'équipe a mis en œuvre une nouvelle solution technique pour suivre les téléchargements effectués à partir de la bibliothèque de publications en ligne du CGIPN. Cet outil permet de prendre des décisions davantage fondées sur les données concernant les futurs produits de connaissances, en aidant l'organisation à comprendre quelles ressources atteignent les publics et où les investissements futurs devraient être concentrés.

4,900

Téléchargements de la bibliothèque en ligne
Nombre total depuis octobre 2025

LES RETOMBÉES

Le travail de la nouvelle Direction des communications contribue à faire en sorte que les recherches, les outils et les produits de connaissances du CGIPN parviennent aux communautés, aux organisations et aux dirigeants qui en ont besoin, sous des formes accessibles, dignes de confiance et représentatives des valeurs des Premières Nations.



CONSEIL D'ADMINISTRATION ET PERSONNEL

Cette section présente la structure de gouvernance ainsi que les personnes responsables de l'obtention des résultats de cette année.



CONSEIL D'ADMINISTRATION, MEMBRES ET PERSONNEL

Conseil d'administration

Leona Star, présidente (Manitoba)

Gwen Phillips, secrétaire (Colombie-Britannique)

Martin Paul, trésorier (Saskatchewan)

Robin Thompson (Nouvelle-Écosse/Terre-Neuve)

Anna Claire Ryan (Yukon)

Lea Bill (Alberta)

Zachary Smith (Ontario)

Nancy Gros-Louis McHugh (Québec et Labrador)

Peter Birney (Nouveau-Brunswick et Î.-P.-É.)

Fibbie Tatti (Territoires du Nord-Ouest)

Kyrie Tristary (Assemblée des Premières Nations)

Organisations membres

Régional (vote) :

Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve : Union of Nova Scotia Mi'kmaq

Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard : First Nations Education Initiative Incorporated

Québec et Labrador : Assemblée des Premières Nations Québec Labrador

Ontario : Chefs de l'Ontario

Manitoba : First Nations Health and Social Secretariat of Manitoba (Nanaandawewigamig)

Saskatchewan : Federation of Sovereign Indigenous Nations

Alberta : Alberta First Nations Information Governance Centre

Colombie-Britannique : First Nations Health Council, Union of British Columbia Indian Chiefs, Sommet des Premières Nations, British Columbia Assembly of First Nations

Territoires du Nord-Ouest : Nation dénée

Yukon : Council of Yukon First Nations

Assemblée des Premières Nations (sans droit de vote)

PERSONNEL DU CGIPN (ACTUEL)

Bureau de la direction générale

Jonathan Dewar, directeur général

Tania Budgell, responsable de la gouvernance organisationnelle

Elissa Roulette, adjointe de direction

Services généraux

Bonnie Sowiak, directrice, Finances et services généraux

Pam Verch, administratrice de bureau

Finances

Tania Cote, gestionnaire principale

Shilpa Darji, coordonnatrice des finances

Liubov Petrusenko, coordonnatrice des comptes clients

Kiley Shade, agente de la paie

Atinder Vaid, analyste des finances organisationnelles

Communications

Nian Matoush, directeur, Communications stratégiques et mobilisation des connaissances

Brad Mackay, gestionnaire principal, Communications organisationnelles

Will Lafrance, agent des communications

Briana Linton, agente d'application des connaissances

Julie McIntosh, agente de mobilisation des connaissances

Jubei Quesnelle, stagiaire d'été, adjoint aux communications

Gestion de l'information/ Technologie de l'information

Meghan Perry, gestionnaire principale

Dheepag Ayyappan, administrateur de systèmes

Jamie Dube, administrateur des TI

John Martin, analyste de la GI

Wes McGraw, analyste principal des TI

Sophia Kirk, analyste de la GI

Karly Doolittle, stagiaire d'été en GI/TI

BOARD & STAFF

Éducation et formation

Kristine Neglia, directrice

Scott Bender, coordonnateur de l'éducation

Leslie MacGregor, gestionnaire, Initiatives d'éducation

Erin Dokis, agente d'éducation, Formation et perfectionnement

Brooke Heath, coordonnatrice des services d'apprentissage

Emma Logan, stagiaire d'été, Éducation et formation

Ressources humaines

Leanne Hunter, directrice, Ressources humaines

Lainey Blood, agente des ressources humaines

Tabitha Boucher, adjointe administrative

Équipe nationale de champions des données

Erin Corston, directrice et responsable exécutive, Équipe nationale de champions des données

Gonzague Guéranger, responsable de la mise en œuvre, Équipe nationale de champions des données

Ember Sarazin, coordonnatrice de projet, Coordination de la stratégie nationale

Nancy Zukewich, conseillère principale, Capacité et intégration des données

Recherche et information

Albert Armieri, directeur principal, Recherche et information, Planification et rapports

James Allen, analyste principal de la recherche

Kayla Boileau, agente principale, Recherche et mobilisation

Katrina Brant, coordonnatrice principale de programme, Initiatives d'enquête

Lyndsy Gracie, agente de programme

Kaiya Healy, stagiaire d'été en recherche

Kota Jade, analyste de la gestion des connaissances

Xuejing Jiang, analyste de données statistiques

Joel Jocko, agent de recherche, Initiatives d'enquête

Kyla Marcoux, conseillère stratégique principale

Stephanie McConkey, agente principale de recherche, Données de santé publique

Claudia Meness, gestionnaire de la recherche

Amy Nahwegahbow, conseillère principale de recherche

Drew Pihlanen, gestionnaire de programme, Centre de données des Premières Nations

Xinyu Qiao, analyste de données statistiques principal

Alana Roscoe, gestionnaire, Gestion des connaissances

Maria Santos, gestionnaire principale, Initiatives relatives aux données de santé publique et Centre de données des Premières Nations

Nicolas Spagnolo, analyste de données statistiques

Micere Thuku, analyste principale de la recherche

Dan Truchon, gestionnaire des finances de programme

Katie Wood, directrice, Initiatives d'enquête

Collectif de recherche sur la souveraineté des données

Aaron Franks, responsable de la recherche

Sadia Khan, agente de recherche qualitative

Savannah LaBelle, coordonnatrice principale, Programmes de recherche

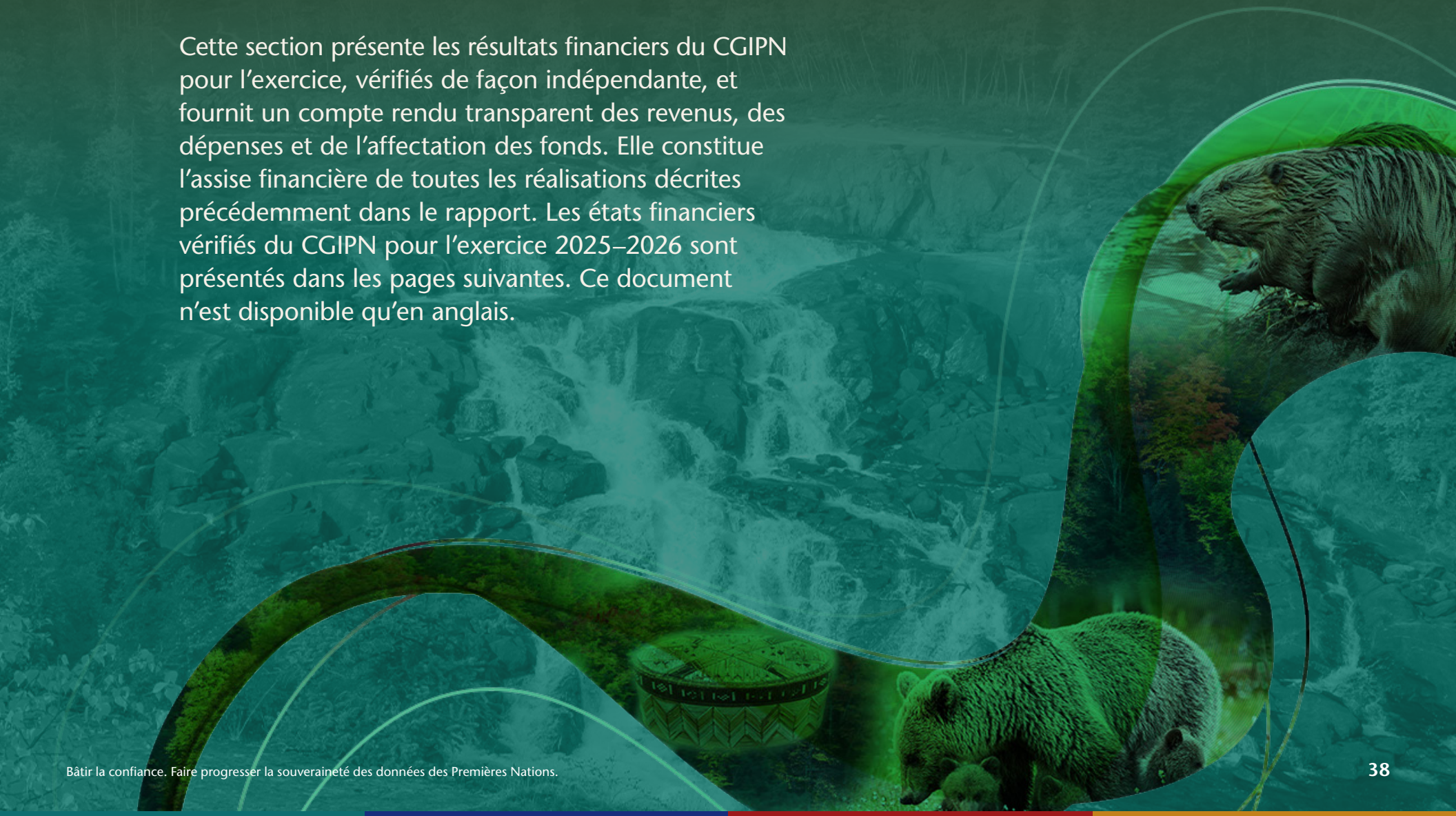
Carrie Skead, agente de programme

Skylee-Storm Hogan-Stacey, agente principale de recherche, Études critiques des données

Samantha McCue, adjointe de recherche

ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS

Cette section présente les résultats financiers du CGIPN pour l'exercice, vérifiés de façon indépendante, et fournit un compte rendu transparent des revenus, des dépenses et de l'affectation des fonds. Elle constitue l'assise financière de toutes les réalisations décrites précédemment dans le rapport. Les états financiers vérifiés du CGIPN pour l'exercice 2025–2026 sont présentés dans les pages suivantes. Ce document n'est disponible qu'en anglais.



INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

To the members of

FIRST NATIONS INFORMATION GOVERNANCE CENTRE

Opinion

We have audited the financial statements of First Nations Information Governance Centre (the Organization), which comprise the statement of financial position as at March 31, 2026, and the statements of operations, changes in net assets, cash flows and the related schedules for the year then ended, and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Organization as at March 31, 2026 and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* section of our report. We are independent of the Organization in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Organization's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Organization or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Organization's financial reporting process.

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Organization's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Organization's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Organization to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

Welch LLP

Chartered Professional Accountants
Licensed Public Accountants

Ottawa, Ontario
August 12, 2026.

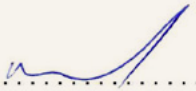
AUDITED FINANCIAL STATEMENTS

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

MARCH 31, 2026

	2026	2025
ASSETS		
CURRENT ASSETS		
Cash	$ 41,023,267	$ 33,700,052
Term deposit (note 3)	726,732	703,634
Accounts receivable (note 4)	199,461	721,848
Prepaid expenses	335,165	112,947
	42,284,625	35,238,481
TANGIBLE CAPITAL ASSETS (note 5)	98,457	87,510
	$ 42,383,082	$ 35,325,991
LIABILITIES AND NET ASSETS		
CURRENT LIABILITIES		
Accounts payable and accrued liabilities (note 6)	$ 531,716	$ 632,818
Deferred contributions (note 7)	38,481,965	31,667,420
	39,013,681	32,300,238
DEFERRED LEASE INDUCEMENT	5,445	14,328
	39,019,126	32,314,566
NET ASSETS		
Internally restricted (note 8)	625,683	625,683
Unrestricted	2,738,273	2,385,742
	3,363,956	3,011,425
	$ 42,383,082	$ 35,325,991

Approved on behalf of the Board of Directors:



..... Director

Lea Bill

..... Director

Welch LLP®

AUDITED FINANCIAL STATEMENTS

STATEMENT OF OPERATIONS

YEAR ENDED MARCH 31, 2026

	2026	2025
Revenue		
Government funding		
Indigenous Services Canada (note 9)	$ 30,950,102	$ 29,938,579
Canadian Institutes of Health Research	102,134	292,167
Social Sciences and Humanities Research Council	-	8,685
OCAP® Training	1,863,816	1,973,123
Interest	823,050	1,372,934
First Nations Data Centre	20,749	41,419
Other revenue	23,715	10,484
Digital Research Alliance of Canada	-	479,833
University of Northern British Columbia	-	14,824
Genome Canada	-	6,693
	33,783,566	34,138,741
Expenses		
Regional service delivery	24,362,211	24,793,275
Salaries and benefits	7,241,695	5,877,744
Travel and meetings	548,492	512,457
Professional fees	326,657	706,606
Rent and occupancy costs	265,067	266,876
Telecommunications and technical support	221,254	230,089
Software and licensing	187,322	181,836
Bad debt expense	77,006	-
Bank charges	53,335	50,120
Office supplies, postage and courier	43,927	46,664
Communications and printing	40,187	73,587
Amortization of tangible capital assets	28,583	23,857
Insurance	18,357	16,850
Translation and interpretation	16,077	43,164
Equipment purchases and maintenance	865	25,368
	33,431,035	32,848,493
Excess of revenue over expenses	$ 352,531	$ 1,290,248

AUDITED FINANCIAL STATEMENTS

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

YEAR ENDED MARCH 31, 2026

	Internally restricted	Unrestricted	2026 Total	2025 Total
Net assets, beginning of year	$ 625,683	$ 2,385,742	$ 3,011,425	$ 1,721,177
Excess of revenue over expenses	-	352,531	352,531	1,290,248
Net assets, end of year	$ 625,683	$ 2,738,273	$ 3,363,956	$ 3,011,425

AUDITED FINANCIAL STATEMENTS

STATEMENT OF CASH FLOWS

YEAR ENDED MARCH 31, 2026

	2026	2025
CASH FLOWS FROM (USED IN)		
OPERATING ACTIVITIES		
Excess of revenue over expenses	$ 352,531	$ 1,290,248
Adjustments for:		
Amortization of tangible capital assets	28,583	23,857
Deferred lease inducement	(8,883)	(8,883)
	372,231	1,305,222
Changes in working capital accounts:		
Accounts receivable	522,387	88,344
Prepaid expenses	(222,218)	10,690
Accounts payable and accrued liabilities	(101,102)	(107,722)
Deferred contributions	6,814,545	5,657,390
	7,385,843	6,953,924
INVESTING ACTIVITIES		
Purchase of tangible capital assets	(39,530)	(41,222)
Purchase of term deposits	(719,450)	(696,351)
Redemption of term deposits	696,352	649,170
	(62,628)	(88,403)
INCREASE IN CASH	7,323,215	6,865,521
CASH AT BEGINNING OF YEAR	33,700,052	26,834,531
CASH AT END OF YEAR	$ 41,023,267	$ 33,700,052

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

YEAR ENDED MARCH 31, 2026

1. NATURE OF OPERATIONS

The First Nations Information Governance Centre (the “Organization”) is a not-for-profit organization incorporated without share capital under the Canada Not-for-profit Corporations Act. The mandate of the Organization is to provide credible and relevant information on First Nations using the highest standards of data research practices, while respecting the rights of First Nations' self determination for research and information management.

The Organization receives funding under various agreements with the Government of Canada and other contributors, which it distributes to its members across Canada and to other organizations that carry out the projects intended to fulfil this mandate. The Organization is exempt from income taxes under paragraph 149(1)(l) of the Income Tax Act.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

Basis of accounting

These financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Revenue recognition

The Organization follows the deferral method of accounting for contributions. Restricted contributions, including government funding and other grants, are recognized as revenue in the year in which the related expenses are incurred. Unrestricted contributions are recognized as revenue when received or receivable if the amount to be received can be reasonably estimated and collection is reasonably assured.

OCAP® Training revenue is recognized upon registration for the online course or completion of the related presentation.

First Nations Data Centre revenues are recognized when the data product is transferred to the purchaser.

Other revenue, including interest income and all other revenue amounts are recognized as revenue when earned.

Contributed services

Volunteers contribute numerous hours per year to assist the Organization in carrying out its service delivery activities. Because of the difficulty of determining their fair value, contributed services are not recognized in the financial statements.

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

YEAR ENDED MARCH 31, 2026

Allocation of expenses

In the program schedules, the Organization allocates administrative expenses from the general and administration operations to programs based upon allowable amounts in the program funding agreements.

Employee future benefits

The Organization's employee future benefit program consists of a defined contribution pension plan. Employer contributions towards the plan in the year totalled $413,381 (2025 - $333,878).

Financial instruments

The Organization's financial instruments consist of cash, term deposits, accounts receivable, accounts payable and accrued liabilities.

The Organization initially measures its financial assets and liabilities at fair value at the date of the statement of financial position and subsequently measures cash at fair value and all other financial assets and financial liabilities at amortized cost at the date of the statement of financial position.

Transaction costs associated with items measured at fair value at the financial statement date are expensed as incurred.

Impairment

The Organization assesses impairment of all its financial assets measured at cost or amortized cost. Management considers whether the issuer is having significant financial difficulty; whether there has been a breach in contract, such as a default or delinquency in interest or principal payments in determining whether objective evidence of impairment exists. When there is an indication of impairment, the Organization determines whether it has resulted in a significant adverse change in the expected timing or amount of future cash flows during the year.

The Organization reduces the carrying amount of any impaired financial assets to the highest of: the present value of cash flows expected to be generated by holding the assets; the amount that could be realized by selling the assets at the statement of financial position date; and the amount expected to be realized by exercising any rights to collateral held against those assets.

Any impairment, which is not considered temporary, is included in current year excess of revenue over expenses.

The Organization reverses impairment losses on financial assets when there is a decrease in impairment and the decrease can be objectively related to an event occurring after the impairment loss was recognized. The amount of the reversal is recognized in excess of revenue over expenses in the year the reversal occurs.

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

YEAR ENDED MARCH 31, 2026

Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents include balances with banks and short-term investments with maturities of three months or less.

Tangible capital assets

Tangible capital assets are recorded at cost less accumulated amortization. Contributed tangible capital assets are recorded at fair value at the date of contribution plus all costs directly attributable to the acquisition.

Amortization is provided at rates intended to amortize the cost of assets over their estimated useful lives.

Computer equipment	- 30% declining balance
Computer software	- 50% declining balance
Furniture and equipment	- 20% declining balance
Leasehold improvements	- straight-line over the term of the lease

Use of estimates

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements, and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting period.

Management makes accounting estimates in determining the collectability of accounts receivable, in establishing the useful life of tangible capital assets, in the estimation of accrued liabilities and in the interpretation of funding agreements and other criteria established in agreement with the related funding agency for the deferral of contributions.

By their nature, these judgments are subject to measurement uncertainty, and the effect on the financial statements of changes in such estimates and assumptions in future years could be significant. These estimates and assumptions are reviewed periodically and adjustments are made to income as appropriate in the year they become known.

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

YEAR ENDED MARCH 31, 2026

3. TERM DEPOSIT

The term deposit earns interest at 2.59% (2025 - 3.47%) and matures in June 2026 (2025 - June 2025).

4. ACCOUNTS RECEIVABLE

Accounts receivable consists of the following:

	2026	2025
Registrations receivable	$ 140,359	$ 387,478
Other receivables	59,102	194,123
Grants receivable	-	136,228
Government remittances receivable	-	4,019
	$ 199,461	$ 721,848

5. TANGIBLE CAPITAL ASSETS

Tangible capital assets consist of the following:

	2026			2025
	Cost	Accumulated amortization	Net book value	Net book value
Computer equipment	$ 319,326	$ 253,968	$ 65,358	$ 51,662
Furniture and equipment	66,475	38,080	28,395	28,174
Leasehold improvements	30,447	25,743	4,704	7,674
Computer software	8,379	8,379	-	-
	$ 424,627	$ 326,170	$ 98,457	$ 87,510

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

YEAR ENDED MARCH 31, 2026

6. ACCOUNTS PAYABLE AND ACCRUED LIABILITIES

Accounts payable and accrued liabilities consist of the following:

	2026	2025
Trade payables	$ 199,051	$ 250,984
Accrued expenses	195,562	95,469
Quebec sales tax payable	88,770	78,456
Government remittances payable	30,685	-
Grants repayable to funding agencies	17,648	17,648
Accrued wages	-	190,261
	$ 531,716	$ 632,818

7. DEFERRED CONTRIBUTIONS

Deferred contributions consist of unspent contributions externally restricted for the delivery of certain programs. Recognition of these amounts as revenue is deferred to periods when the specified expenditures are made. Changes in the deferred contribution balance are as follows:

	2026					2025
	Balance, beginning of year	Amounts received (transferred) during the year	Amounts recognized as revenue in the year	Excess contributions repaid or repayable	Balance, end of year	
FNDGS Phase 1 (ISC)	$ 16,507,313	$ -	$ (12,881,149)	$ -	$ 3,626,164	$ 16,507,313
FNDGS - One Year Bridge Funding (ISC)	-	19,933,600	(3,237,988)	-	16,695,612	-
FNRHS (ISC)	1,455,349	5,513,576	(4,914,748)	-	2,054,177	1,455,349
FNRSS (ISC)	4,097,681	4,771,675	(4,299,865)	-	4,569,491	4,097,681
Health Systems Capacity (ISC)	1,136,705	7,641,320	(2,271,853)	-	6,506,172	1,136,705
Mental Wellness (ISC)	70,213	-	(23,720)	-	46,493	70,213
Mental Wellness Surveys (ISC)	279,499	-	(67,753)	-	211,746	279,499
Longitudinal Survey (ISC)	2,500,000	2,500,000	(1,545,479)	-	3,454,521	2,500,000
FNIYES (ISC)	1,625	76,227	(69,348)	-	8,504	1,625
Facilitating Community Conversations (ISC)	92,242	-	(92,242)	-	-	92,242
COVID-19/Safe Restart (ISC)	4,538,224	(3,012,980)	(1,525,244)	-	-	4,538,224
SPP (ISC)	20,713	-	(20,713)	-	-	20,713
Canadian Institute of Health Impact of Assessment Agency of Canada	233,939	104,167	(102,134)	-	235,972	233,939
	-	65,000	-	-	65,000	-
Other funding	733,917	1,489,811	(1,215,615)	-	1,008,113	733,917
	$ 31,667,420	$ 39,082,396	$ (32,267,851)	$ -	$ 38,481,965	$ 31,667,420

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

YEAR ENDED MARCH 31, 2026

During the year, Indigenous Services Canada approved a transfer of unspent contributions of $3,012,980 from the COVID-19/Safe Restart programs to the Health Systems Capacity program.

8. RESTRICTIONS ON NET ASSETS

The Organization's Board of Directors has internally restricted $625,683 (2025 - $625,683) of unrestricted net assets to be held as a contingency fund. These internally restricted amounts are not available for other purposes without approval of the Board of Directors.

9. DEPARTMENT OF INDIGENOUS SERVICES CANADA FUNDING RECONCILIATION

	2026	2025
Department of Indigenous Services Canada funding per confirmation	$ 37,423,418	$ 35,206,273
Prior year funds received in the year	-	324,150
Deferred contributions - beginning of year	30,699,564	25,107,720
Deferred contributions - end of year	(37,172,880)	(30,699,564)
	$ 30,950,102	$ 29,938,579

10. ECONOMIC DEPENDENCE

The Organization's primary source of revenue is government funding. The Organization receives 92% (2025 - 88%) of its revenues from Indigenous Services Canada. The Organization's ability to continue viable operations is dependent upon maintaining its compliance with the criteria within its funding agreements. As at the date of these financial statements the Organization believes that it is in compliance with the agreements.

11. CONTINGENCIES

Expenses incurred by members and other organizations may be subject to audit to ensure compliance with the underlying funding agreements of the Organization. Such audits may result in adjustments to amounts to which the Organization is entitled and therefore result in a portion of amounts recognized as revenue to be repaid to the funder. Management believes that the Organization has no material repayment obligation, if any, related to amounts distributed to recipient organizations.

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

YEAR ENDED MARCH 31, 2026

12. FINANCIAL INSTRUMENTS

The Organization, as part of its operations, carries a number of financial instruments. It is management's opinion that the Organization is not exposed to significant interest, currency, credit, liquidity or other price risks arising from these financial instruments except as otherwise disclosed.

Interest rate risk

Interest rate risk is the risk that the fair value or future cash flows of a financial instrument will fluctuate because of changes in market interest rates. Fixed rate instruments subject the Organization to a fair value risk while variable rate instruments subject it to a cash flow risk. The Organization is exposed to this risk for its investments in term deposits. The risk associated with investments is reduced to a minimum since these assets are invested in large financial institutions and represent short-term maturities.

Credit risk

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument will cause a financial loss for the other party by failing to discharge an obligation. The Organization's maximum exposure to credit risk represents the sum of the carrying value of its cash, term deposits and its accounts receivable. The Organization's cash and term deposits are held by a Canadian chartered bank and as a result management believes the risk of loss on these items to be minimal. The Organization assesses, on a continuous basis, trade receivables based on the nature of the related contributor or customer.

Changes in risk

There have been no significant changes to the Organization's risk exposures from the prior year.

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

YEAR ENDED MARCH 31, 2026

13. **COMMITMENTS**

The Organization has operating leases for its premises, expiring in October 2027 and May 2028. Future minimum lease payments over the remaining terms of its leases are as follows, by fiscal year:

2027	$ 289,774
2028	179,336
2029	6,126

The Organization has also signed commitments for regional service delivery payments in future fiscal years as follows:

2027	$ 28,671,509
2028	4,241,004

CONCLUSION

Merci

Chaque enquête menée à terme.

Chaque partenariat renforcé.

Chaque communauté soutenue.

Chaque politique influencée.

Ensemble, ces réalisations témoignent de quelque chose de plus grand qu'une année fructueuse.

Elles témoignent de la confiance continue que les Premières Nations accordent au CGIPN — et de l'engagement du CGIPN à mériter de nouveau cette confiance chaque jour, en faisant progresser la souveraineté des données des Premières Nations dans tout ce qu'il fait.

Merci.



FNIGC | CGIPN
First Nations Information Governance Centre
Le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations